Enabel



Façonner demain, aujourd'hui

Rapport d'activités 2024-2025



Maxime Prévot
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération internationale

Avant-propos

Le monde évolue à une vitesse fulgurante. Depuis mon entrée en fonction en tant que ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération internationale, je constate chaque jour à quel point les équilibres géopolitiques sont en mutation. La nouvelle orientation de l'administration Trump, la guerre en Ukraine, le conflit à Gaza, la situation en Syrie et les violences persistantes à l'Est du Congo – autant de crises qui ont un impact mondial considérable. Non seulement sur le plan politique, mais aussi pour les populations à travers le monde.

Ces crises surviennent à un moment où la coopération internationale est de plus en plus remise en question. Les budgets sont réduits, et l'efficacité et la durabilité de nos actions sont régulièrement débattues. Pourtant, je suis convaincu que la coopération est la clé pour relever ces défis. En établissant des partenariats solides, durables et mutuellement bénéfiques, et en maintenant un dialogue permanent, nous pouvons avancer ensemble. La paix, la sécurité, la stabilité, la santé mondiale et la protection du climat et de la biodiversité sont les fondements du développement durable. Et nous le savons : sans stabilité ni développement, il ne peut y avoir de paix.

Dans ce contexte, la coopération internationale belge est un levier essentiel de notre politique étrangère. Elle permet de mobiliser des acteurs, des ressources et des expertises. Enabel, l'agence belge de coopération internationale, joue un rôle central à cet égard. Grâce à son expertise accumulée, sa présence de longue date sur le terrain et son approche unique en matière d'accompagnement des autorités et institutions locales, Enabel bénéficie d'une reconnaissance importante – tant dans les pays où elle est active qu'au sein de l'Union européenne. Elle incarne les valeurs de la coopération belge et œuvre chaque jour pour des changements concrets.

Dans un contexte de restrictions budgétaires, il est indispensable d'opérer des choix stratégiques. Ceux-ci ne peuvent être faits au hasard, mais doivent être fondés sur une analyse rigoureuse de la pertinence, de l'efficacité et de la durabilité de nos actions. Rendre des comptes est une exigence clé, tant envers nos pays partenaires qu'en Belgique et en Europe. Le rapport annuel 2024 d'Enabel démontre de manière claire et transparente que notre coopération internationale produit des résultats concrets et mesurables. Que ce soit par une présence continue aux côtés des populations dans des contextes de crise, comme en Ukraine ou au Sahel, ou par l'accompagnement des processus de développement socio-économique et d'industrialisation à travers des initiatives comme Global Gateway, notre engagement fait la différence.

L'intégration des défis liés au climat dans nos portefeuilles de coopération et les actions en faveur des droits et de la santé sexuelle et reproductive restent également des axes prioritaires. À une époque où ces sujets sont de plus en plus contestés, il est crucial de continuer à les défendre et à les promouvoir.

Enabel ne travaille pas seule. L'agence est intégrée dans des réseaux européens et internationaux qui renforcent l'impact de la coopération belge. En participant à des initiatives Team Europe comme MAV+ (Manufacturing Vaccines in Africa), IYBA (Investing in Young Businesses in Africa) et TVET (Enseignement et formation techniques et professionnels), la Belgique, aux côtés de l'UE et des États membres, contribue à amplifier la portée et l'efficacité de la coopération internationale. Ces initiatives permettent d'assurer des actions plus durables et mieux coordonnées.

Dans ces temps difficiles, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à tous les collaborateurs d'Enabel. Leur engagement sans faille, souvent dans des conditions complexes et incertaines, est d'une valeur inestimable. Ils sont en première ligne de notre coopération internationale, tissent des liens entre les communautés et apportent des changements concrets là où ils sont le plus nécessaires.

Leur travail va bien au-delà des projets et des chiffres. Il représente un espoir pour les familles touchées par les conflits, des opportunités pour les jeunes qui aspirent à un avenir meilleur, et des solutions durables pour les sociétés confrontées aux défis climatiques et aux inégalités. Grâce à leur expertise et leur dévouement, la Belgique reste un partenaire fiable et respecté sur la scène internationale.

La coopération internationale est peut-être sous pression, mais cela ne fait que renforcer notre détermination à poursuivre nos efforts. Le développement durable et la stabilité mondiale ne sont pas un luxe, mais une nécessité. Ce rapport annuel démontre, avec des résultats concrets et un impact mesurable, que nos actions ne sont pas seulement précieuses, elles sont absolument indispensables.

Ensemble, poursuivons nos efforts pour faire de la coopération internationale non seulement un choix, mais une évidence.

Sommaire

Édito 4

Carte d'identité 6

Impact 8

- Ukraine : comment reconstruire en mieux 9
- Soutenir la reconstruction et la résilience à Gaza 11
- De l'importance de maintenir notre engagement 12
- Lutte contre la désertification 14
- La science au service du climat 16
- Changer de paradigme : de l'aide à l'investissement 18
- Le rôle des corridors stratégiques en Afrique 20
- Enabel et l'UE : un partenariat stratégique 22
- Mobilité professionnelle et entrepreneuriat 24
- Partenariats privés 26
- Enabel et la Fondation Gates 28
- Une étape clé pour la production de médicaments au Sénégal 30
- La transformation des systèmes alimentaires 32

Opérations 34

Organisation 36

Site agroécologiques en Mauritanie. © Enabel

Édito





Jean Van Wetter
CEO

Delphine Moralis
Présidente du Conseil d'administration

Résister et réinventer

Nous vivons une période inédite, charnière et paradoxale. Alors que les besoins de coopération internationale dans un monde globalisé n'ont jamais été aussi importants, la plupart des pays traditionnellement donateurs du système de solidarité mondiale remettent en question le système. L'ampleur des coupes budgétaires dans plusieurs pays est inédite dans l'histoire de la coopération internationale. Les pressions supplémentaires exercées sur les pays européens pour qu'ils augmentent leurs budgets de défense font craindre un risque d'effondrement de l'ensemble du système, si des coupes supplémentaires devaient encore être effectuées. Les premières victimes d'un scénario pareil sont naturellement nos partenaires dans les pays où nous travaillons. Dans un tel contexte, il faut à la fois résister et se réinventer.

Résister

Enabel entend résolument résister au démantèlement du système de solidarité internationale.
La coopération internationale est essentielle au dialogue, à la stabilité et à la paix, et Enabel joue un rôle crucial en tant qu'instrument de la politique étrangère et de sécurité de la Belgique et de l'Europe. Nous ne pouvons pas accepter certains arguments populistes à l'encontre du système et devons porter haut et fort nos valeurs, ainsi que démontrer nos résultats. C'est ce que nous faisons notamment à travers notre programme de citoyenneté mondiale BeGlobal, ainsi que via une prise de parole accrue dans divers forums.

Réinventer

En même temps, nous devons intégrer les changements géopolitiques et poursuivre la transformation que nous avons entreprise il y a 4 ans dans le cadre de notre stratégie Act for Impact. Cette stratégie a d'une certaine manière anticipé, il y a quelques années déjà, le nouveau paradigme que nous vivons aujourd'hui. Nous avons ainsi diversifié nos sources de financement et avons réinventé un narratif de la coopération internationale qui correspond aux enjeux actuels. Ce positionnement nous permet aujourd'hui de traverser cette crise avec une certaine sérénité.

Mais dans un ordre mondial en pleine mutation, nous devons aller encore plus loin. C'est pourquoi nous avons aussi revu fondamentalement le type de programmes que nous mettons en œuvre, en prenant mieux en compte, outre les problématiques de développement socioéconomique, les enjeux géopolitiques et les demandes de relations mutuellement bénéfiques de nos partenaires. Un exemple de cette transformation est notre présence active dans le programme Global Gateway de l'Union européenne. Enabel est ainsi un acteur clé dans
4 des 11 corridors stratégiques UE-Afrique : Cotonou-Niamey, Abidjan-Lagos, Abidjan-Ouagadougou et Dar es Salaam-Kigoma. Ces corridors faciliteront le commerce et la mobilité en Afrique ainsi qu'entre l'Afrique et l'Europe. Ils soutiendront également les investissements dans une connectivité durable, efficace et sûre entre les continents, développant de la sorte des chaînes de valeur qui profiteront aux industries tant en Afrique qu'en Europe.

Partenariats avec le secteur privé

Ce nouveau paradigme demande une collaboration accrue avec le secteur privé et nous avons en 2024

accéléré notre stratégie de partenariat public-privé. Nous avons, en octobre 2024, réuni 60 entrepreneur·es et innovateur·rices belges ainsi que des institutions financières en vue de réfléchir à des solutions de pointe pour la reconstruction post-conflit en Ukraine et à Gaza. Ces discussions ont débouché sur des idées concrètes en matière de reconstruction durable et de partenariats public-privé, ainsi que sur de nouveaux instruments de coopération.

Le secteur privé est également au centre de projets de mobilité entrepreneuriale qu'Enabel met en œuvre pour développer des partenariats durables entre entrepreneur·es sénégalais·es et belges, et entre ivoirien·nes et belges respectivement, et pour améliorer la performance des entreprises participantes en leur offrant des opportunités de mobilité temporaire entre la Belgique, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Enabel a également été invitée à organiser, en janvier 2025 dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, un débat intitulé « Reimagining international cooperation: A strategic imperative for global and European competitiveness ». Les discussions avec plusieurs « captains of industry » ont notamment porté sur la manière dont les partenariats public-privé peuvent et doivent constituer le moteur des investissements stratégiques, en donnant des exemples concrets d'initiatives dans le secteur de l'énergie, en abordant les corridors stratégiques du Global Gateway européen, la production de vaccins et les matières premières critiques (« critical raw materials »).

Enfin, nous avons renforcé notre partenariat avec notre société sœur BIO, spécialisée dans la prise de participation et les prêts aux entreprises dans nos pays partenaires. Ce partenariat nous permet d'offrir une offre intégrale, alliant développement d'un écosystème favorable à l'investissement, financement des entreprises et renforcement des capacités humaines.

Partenariats européens

Le changement de paradigme nous encourage aussi à travailler davantage en partenariat avec d'autres acteurs européens (Finlande, Allemagne, France...). En avril 2025, Enabel prendra de même, conjointement avec l'agence suédoise SIDA, la présidence du réseau européen de coopération internationale, avec l'agenda ambitieux de renforcer davantage encore l'impact de l'Union européenne sur le plan international.

Nous aimerions conclure en félicitant le Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération internationalee, Maxime Prévot, pour sa récente nomination. Nous nous réjouissons de travailler avec lui et son équipe pour faire de la Belgique un acteur clé dans la réinvention du modèle de coopération internationale en phase avec les défis mondiaux.

Un dernier mot enfin pour toutes et tous les collègues d'Enabel qui ont témoigné en 2024 d'un niveau de résilience inégalé, et qui, face aux défis d'aujourd'hui, sont plus motivé·es que jamais pour résister et réinventer la coopération internationale.

Bonne lecture !

Carte d'identité

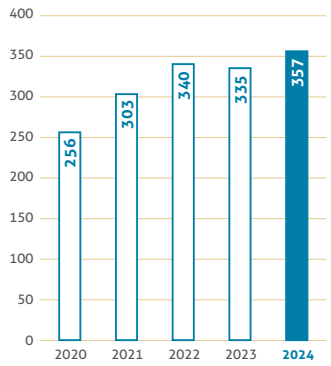
Enabel est l'agence belge de coopération internationale. Avec nos partenaires, nous développons des idées et réalisons des projets pour relever les défis mondiaux urgents tels que le changement climatique, les inégalités sociales et économiques, les tendances démographiques, la paix et la sécurité.

Activités

Volume

+357 millions d'euros

Évolution
(en millions d'euros)



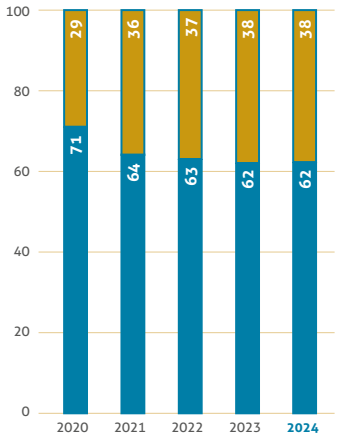
Projets

200 en cours

Expérience

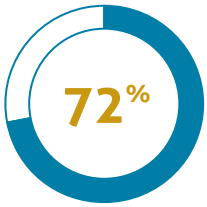
+25 ans

Partenaires financiers
(en %)



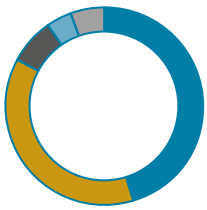
- Belgique
- Union européenne, Agence française de développement (AFD), Pays-Bas, Luxembourg, Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), Fonds vert pour le climat (GCF), Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI), Mitigation Action Facility (anciennement Mécanisme NAMA), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fondation Gates, Flandre, Région de Bruxelles-Capitale, Région wallonne, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM).

72% des activités sont réalisées dans des contextes fragiles*



* Contexte fragile : où le gouvernement et les institutions publiques n'ont pas les moyens ou la volonté politique de protéger la population, de gérer efficacement les affaires publiques et de combattre la pauvreté.

Répartition géographique



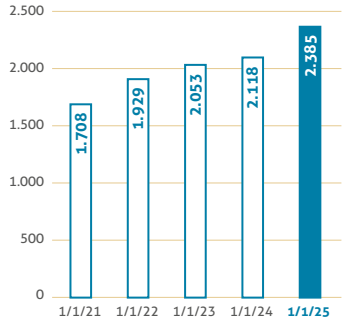
- **45,5 %** Afrique du Nord et de l'Ouest
- **37,5 %** Afrique centrale
- **7,5 %** Europe
- **4 %** Moyen-Orient
- **5,5 %** Afrique australe

Ressources humaines

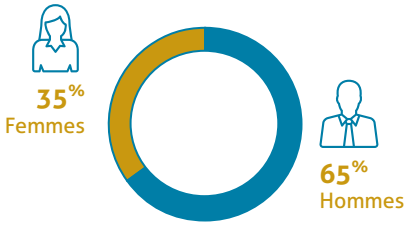
Personnel
2.385

Nationalités
50

Évolution



Répartition



Notre stratégie genre se focalise sur l'atteinte d'un meilleur équilibre homme/femme au sein de notre personnel.

Expertise thématique

Autonomisation sociale et économique
- Santé mondiale
- Protection sociale
- Éducation et formation
- Développement économique et commercial

Climat - Environnement
- Systèmes alimentaires
- Gestion des ressources naturelles - Biodiversité
- Gouvernance climatique
- Transition énergétique - Eau - Construction écologique

Tendances démographiques
- Développement urbain
- Mobilité humaine

Paix - Stabilité - Démocratie
- Sécurité
- Justice
- Gouvernance financière et administrative

Thèmes transversaux et engagements de l'entreprise

Genre - Inclusion | Environnement | Transition numérique | Autonomisation de la jeunesse | Travail décent



En 2024, Enabel ouvre un bureau à Kyiv. © Adobe Stock

Impact

Façonner, réinventer, résister, coopérer... L'impact d'une organisation ne se mesure pas uniquement par des chiffres ou des actions. Il se traduit également par ses idées, sa vision, sa capacité à se remettre en question.

Il se construit grâce à des équipes et des partenaires qui croient en la force du collectif. Dans les pages suivantes, nous abordons une sélection de thèmes, d'événements et de réalisations qui ont marqué l'année écoulée, et continuent d'inspirer notre travail en 2025.

N'hésitez pas à parcourir la version électronique de ce rapport d'activités pour lire davantage de récits et de témoignages provenant de différents pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Paix - Stabilité - Gouvernance

Ukraine : comment reconstruire en mieux

En mai 2024, le Conseil des ministres belge a approuvé le programme « BE-Relieve Ukraine » proposé par Enabel dans le cadre de la contribution de la Belgique à la reconstruction de l'Ukraine.

Cette initiative ambitieuse, qui concerne les régions de Kyiv et de Tchernihiv, est financée à hauteur de 150 millions d'euros provenant d'une taxation des bénéfices sur les avoirs russes gelés. Enabel se concentrera dans des domaines clés tels que l'énergie et la construction circulaire, la santé et la protection sociale, ainsi que l'éducation et l'emploi. Au-delà de la reconstruction des infrastructures, nos actions visent à redonner de l'espoir, en aidant les communautés à revenir dans le pays, à se réinstaller et à prospérer dans une Ukraine plus résiliente. L'ouverture du bureau d'Enabel à Kyiv en 2024 marque une étape significative dans ces efforts.

L'énergie, moteur de reconstruction de l'Ukraine

Alors que le peuple ukrainien est confronté à de fréquentes coupures d'électricité en raison d'attaques de missiles et de drones sur les systèmes énergétiques, il est crucial pour le secteur public de continuer à assurer des services essentiels, en particulier dans les hôpitaux et les écoles.

L'un des principaux objectifs du programme BE-Relieve est de renforcer les secteurs de l'énergie et de la construction en Ukraine en encourageant des pratiques de reconstruction durable et la transition vers une économie décarbonée et circulaire. Les principales activités dans ce contexte consistent à fournir des solutions énergétiques décentralisées, à piloter des pratiques d'écoconstruction et à encourager des partenariats public-privé belgo-ukrainiens dans le domaine de la construction écologique et circulaire. En 2024, Enabel a livré 49 générateurs, qui ont été distribués à deux entreprises d'utilité publique à Tchernihiv et à 35 écoles à Kyiv. Dans l'ensemble, le programme fournit 16,5 mégawatts d'électricité de réserve et soutient les infrastructures essentielles de 44 villes des régions de Kyiv et de Tchernihiv, ainsi que de 50 établissements d'enseignement de la région de Kyiv.

En 2025, Enabel livrera plus de 250 générateurs à différents endroits du territoire ukrainien, ainsi que des chaudières modulaires et mobiles qui pourront être déployées de manière flexible dans les zones urbaines pour chauffer les bâtiments publics là où les besoins sont les plus pressants. Ces efforts devraient permettre de fournir une quantité considérable de chauffage et d'électricité de secours pour couvrir la perte énergétique de l'Ukraine pendant les trois années de guerre. Cela se traduira par une plus grande fiabilité de l'alimentation électrique pour les habitations, les écoles et les hôpitaux, et permettra aux personnes de rester au chaud et en sécurité.

Santé et protection sociale

La guerre a profondément affecté le bien-être mental de la population, rendant indispensable la prise en charge de ces besoins à travers des initiatives en matière de santé et de protection sociale. Le programme BE-Relieve ambitionne de soutenir un système de santé et de services sociaux résilient et centré sur les patient·es en Ukraine. Cela passe notamment par la reconstruction d'infrastructures, l'amélioration des établissements locaux fournissant des services de soins de santé directs et le développement de l'accès aux services sociaux inclusifs pour les groupes vulnérables comme les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les vétérans et les personnes handicapées.

Dans le droit fil de cette mission, Enabel a déjà commencé à fournir du matériel de rééducation au Centre de rééducation de Borodyanka pour les anciens combattants, dans la région de Kyiv, contribuant à fournir des soins et un appui essentiels à ceux et celles qui en ont besoin.

Enabel et Patients of Ukraine soutiendront l'accès aux services de santé, en se concentrant sur l'impact traumatique de la guerre sur la santé mentale et en apportant un appui accru aux groupes les plus vulnérables.

Éducation, compétences et emplois décents

La guerre en Ukraine a gravement compromis la scolarité de plus de cinq millions d'enfants, affectant durablement leur apprentissage et leur développement. Les écoles ayant été endommagées ou détruites, de nombreux enfants se heurtent à d'importants obstacles d'accès à l'éducation, liés à des problèmes de sécurité et des déplacements.

Afin de répondre à ce besoin critique, Enabel et le ministère de l'Éducation construisent des abris dans les écoles pour protéger les enfants des attaques de missiles et de drones. En 2024, Enabel a pris des mesures importantes en commençant par la construction d'abris dans les écoles de la région de Kyiv et en préparant des appels d'offres pour la construction d'abris dans la région de Chernihiv, afin que l'éducation puisse se poursuivre sans interruption.

Dans l'esprit de l'approche Team Europe, Enabel travaille en coopération avec Expertise France sur la modernisation de deux écoles d'enseignement professionnel à Chernihiv, en réhabilitant l'infrastructure et en améliorant la qualité et la pertinence de la formation professionnelle.

L'accès à une éducation de qualité étant essentiel pour décrocher un emploi décent, Enabel collabore avec les autorités nationales et la société civile pour proposer des formations professionnelles et soutenir des programmes de compétences adaptés au contexte local et aux besoins du marché du travail. Enabel prévoit également d'œuvrer à la reconstruction des écoles d'enseignement et de formation professionnels (EFP), en contribuant ainsi à la résilience et à l'avenir du système éducatif ukrainien.

Approche Team Belgium

Le programme BE-Relieve vise également à nouer des relations entre les institutions belges et ukrainiennes afin de soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et de créer des liens à long terme entre la Belgique et l'Ukraine. Enabel encourage le monde des entreprises belges à s'impliquer dans la reconstruction et le relèvement de l'Ukraine, tant au niveau des éléments « hard » que « soft ».



Construction d'un abri à Baryshivka, région de Kyiv.
© Enabel



Réunion de coordination à l'hôpital de Pryluky, région de Tchernihiv.
© Enabel

Paix - Stabilité - Gouvernance

Soutenir la reconstruction et la résilience à Gaza

Les frappes aériennes, terrestres et maritimes incessantes menées à Gaza depuis octobre 2023 ont détruit des infrastructures essentielles, notamment des hôpitaux, des écoles et des services publics. La population n'a donc pas accès à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé ni aux services de protection de base.

À l'instar de ses activités en Ukraine, Enabel s'engage à soutenir la dynamique de reconstruction de Gaza aux côtés de partenaires locaux et internationaux.
Ces deux régions sont confrontées aux défis de l'après-guerre, nécessitant une approche intégrée qui couvre l'éducation, les soins de santé, la planification urbaine et le redressement économique.

Enabel met en œuvre un programme bilatéral en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et réactive des actions à Gaza pour répondre aux besoins pressants.

La réadaptation physique des individus et des communautés constituera un pilier essentiel de la reprise de nos activités dans la bande de Gaza. Tandis que 47.000 personnes au minimum ont été tuées (janvier 2025), la guerre a également causé un traumatisme généralisé, caractérisé par des niveaux élevés d'anxiété, de dépression et de stress post-traumatique, en particulier chez les enfants.
Parmi les autres actions entamées, nous réactivons des partenariats avec des organisations palestiniennes et internationales afin de prodiguer des soins psychosociaux et d'intégrer des espaces sûrs pour les filles et les femmes, qui proposent des services de santé et de droits sexuels et reproductifs.

Avec 92 % des bâtiments scolaires entièrement ou partiellement détruits, et plus de 745.000 élèves privé d'accès à l'enseignement, la situation est alarmante.
Afin d'y remédier, Enabel a pour ambition de soutenir les espaces d'apprentissage temporaires existants et d'en créer de nouveaux dans des zones de sécurité. Les activités comprendront des cours de rattrapage pour compenser les deux années scolaires perdues par les étudiant·es depuis le 7 octobre 2023.

Un autre élément clé de notre stratégie est la gestion urgente des déchets et des débris, essentielle pour nettoyer les zones dévastées et appuyer la fourniture de services essentiels. Entre 41 et 47 millions de tonnes de débris et de décombres sont laissés dans le sillage de la destruction, dont certains contaminés par de l'amiante. L'enlèvement d'urgence des décombres ainsi qu'une approche durable de la gestion des débris permettront de fournir l'aide humanitaire en toute sécurité et de faciliter les efforts de reconstruction, tout en protégeant les populations, la santé publique et l'environnement.

Enabel soutiendra la reprise économique au travers d'emplois à court terme, qui apporteront un répit financier tout en contribuant à une reprise à long terme. Il s'agit notamment d'une aide au corps professoral et au personnel infirmier, ainsi que des projets communautaires de déblaiement des débris et des routes. Les petites entreprises essentielles encore actives à Gaza bénéficieront également d'un soutien pour poursuivre leurs activités.

En dépit de la volatilité et de l'imprévisibilité de la résolution du conflit sur le terrain, nous restons déterminés à contribuer à des solutions durables pour l'avenir de Gaza.
Notre engagement reflète l'attachement de la Belgique à la paix et à la stabilité, et s'aligne entièrement sur le consensus international plus large selon lequel une solution à deux États est la seule voie vers un avenir juste, durable et porteur d'espoir tant pour les Palestinien·nes que pour les Israélien·nes.

Paix - Stabilité - Gouvernance



Au Sénégal, Enabel accompagne les jeunes entrepreneur·euses du Sine-Saloum dans leurs initiatives durables à travers la création d'un Green Innovation Hub. © Enabel - Djibril Dia



Une paix durable nécessite des investissements stratégiques pérennes dans la prévention de crises. © Enabel - Colin Delfosse

De l'importance de maintenir notre engagement

Dans notre monde interconnecté, le progrès, l'innovation et la culture transcendent les frontières - tout comme les crises. À mesure que les conflits se propagent à d'autres nations, les solutions nationales seules s'avèrent insuffisantes.

Dans des régions complexes comme le Sahel, la montée des régimes militaires et du sentiment anti-occidental ont poussé un certain nombre d'acteurs européens à se retirer, doutant de leur capacité à avoir un impact positif et durable sur le développement. Pourtant, un désengagement risque encore d'aggraver l'instabilité.

Naviguer à travers les changements de cap géopolitiques

Les agences européennes actives dans des régions comme le Sahel font face à une évolution majeure des courants géopolitiques. Elles doivent se frayer un chemin dans les priorités politiques de leur gouvernement national, tout en gardant le cap et en atteignant leurs objectifs de coopération. Même en l'absence d'une position commune de l'UE sur la question, ces agences jouent un rôle crucial dans le soutien aux pays en état de fragilité, contribuant à leur résilience et, par extension, à la stabilité de l'Europe elle-même.

Le travail des agences de coopération internationale profite à la fois aux citoyen·nes européen·nes et aux habitant·es des pays partenaires : leurs activités couvrent des domaines essentiels, tels que la migration, la sécurité, l'énergie et la transition environnementale - des thématiques au cœur de la politique de l'UE. S'efforcer d'obtenir des résultats en matière de migration ou de sécurité, par exemple, sans traiter les causes sous-jacentes de l'instabilité, ne sera pas seulement inefficace, mais pourrait s'avérer contreproductif.

Moins de concurrence, plus de coopération

En travaillant pour réduire les inégalités, promouvoir la stabilité et renforcer la gouvernance, des organisations telles qu'Enabel disposent d'une grande expertise dans les régions touchées par des crises. Quelque 72 % des projets d'Enabel opèrent dans des environnements fragiles, en se concentrant sur la prévention des crises et la résilience face aux défis environnementaux et sociaux. Notre expérience conjointe confirme le caractère crucial de la coopération dans ces régions en termes de sécurité et de prospérité mondiales.

En parallèle, nous devons repenser notre engagement. Concevoir des programmes qui contribuent à la consolidation de la paix, en renforçant la collaboration entre organisations et en adoptant des approches locales. Approfondir les partenariats avec les autorités locales, la société civile et divers groupes d'intérêt (jeunes, femmes, communautés de la diaspora), qui



Investir dans l'éducation est essentiel pour doter toute une génération des compétences nécessaires à la construction d'un avenir prospère.
© Enabel - Colin Delfosse

jouent un rôle central en apportant leurs connaissances locales, leur confiance et leur crédibilité à notre travail.

Une vision intégrée de la paix et de la sécurité

Dans notre démarche pour rester pertinents, nous devons également reconnaître le lien intrinsèque entre coopération et défense. Mettre davantage en commun nos ressources et coordonner les actions entre les secteurs de la coopération et de la défense nous permettra d'avoir un impact plus significatif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Ainsi, au Burkina Faso, où la crise sécuritaire prolongée affecte de nombreux aspects de la vie, plus d'un million d'enfants étaient déplacés internes en 2024, et au moins 6.000 écoles étaient fermées. Pourtant, investir dans l'éducation reste essentiel pour doter toute une génération d'enfants et de jeunes burkinabés des compétences nécessaires à la construction d'un avenir prospère et pacifique.

Les partenaires locaux - autorités éducatives régionales et provinciales, structures communautaires, enseignant·es - s'avèrent dès lors cruciaux pour garantir la continuité de l'éducation. Grâce à leur soutien et à leur expertise, les enfants déscolarisés ont bénéficié de cours de rattrapage ; quant aux étudiant·es et enseignant·es touché·es par le conflit, ils et elles ont reçu un soutien psychosocial. Dans les zones où les écoles restent fermées, un programme d'éducation par radio a permis à plus de 10.000 enfants de poursuivre leur scolarité.

L'identité légale représente un autre défi. En 2020, au Burkina Faso, moins de la moitié de la population a enregistré des actes d'état civil, ce qui entrave sérieusement l'accès aux droits fondamentaux, en particulier pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Enabel s'est associée à la Direction générale de la modernisation de l'état civil, aux tribunaux départementaux, aux municipalités et à des ONG comme Children Believe pour moderniser et numériser les registres d'état civil. Cette initiative a permis de délivrer des certificats de naissance à plus de 10.000 enfants, les protégeant ainsi du risque d'apatridie et garantissant leur accès à des services essentiels comme les soins de santé et l'éducation.

L'engagement de la Belgique en faveur de la gouvernance et de la stabilité dans la région du Sahel implique également des approches régionales, comme l'illustre le portefeuille climatique que nous mettons en œuvre au Niger, au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso.

Si nos activités ne peuvent à elles seules rétablir la paix, elles constituent un élément essentiel de la stabilité à long terme. Des progrès et une paix durables nécessitent des investissements stratégiques pérennes dans la prévention des crises, la justice sociale et économique, et le renforcement de la résilience. Plus qu'un investissement dans des pays individuels, il s'agit d'un investissement pour la paix mondiale.

Climat

Lutte contre la désertification : solutions locales, impact régional

Depuis mai 2022, Enabel déploie un ambitieux programme climatique régional au Sahel, couvrant le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Sénégal.

Confrontée à une désertification croissante et à des sécheresses prolongées, cette région voit son équilibre écologique et socio-économique menacé. Face à ces défis, l'initiative d'Enabel vise à restaurer 10.000 hectares de terres dégradées par pays - soit 40.000 hectares au total - tout en impliquant activement les communautés locales pour assurer une gestion durable des ressources naturelles.

Les communautés au cœur de la restauration écologique

Toute action durable commence par une concertation locale. Ainsi, les actions en cours sont précédées de dialogues avec les communautés locales des régions d'action. Ces réunions permettent d'identifier les ressources, infrastructures hydrauliques et terres à restaurer, tout en définissant les usages futurs des sites réhabilités : agriculture, pastoralisme ou préservation de la biodiversité.

En effet, la gestion des ressources naturelles peut être une source de conflits. Restaurer des terres ne se limite donc pas à un enjeu écologique : il est indispensable de déterminer ensemble leur vocation, et qui pourra en jouir. Sans cette concertation, le risque est de créer de nouvelles tensions au lieu d'apporter des solutions durables.

Ces discussions ouvrent également la voie à une réflexion plus large : pour lutter contre la désertification, il faut d'abord se demander pourquoi une région se désertifie. Ce n'est pas seulement une question de climat, mais aussi de gestion non-intégrée de l'eau et des terres, d'urbanisation non planifiée, d'absence de gouvernance participative, parmi tant d'autres facteurs.

Cette approche participative et inclusive se traduit par des initiatives adaptées au contexte local : ainsi, au Burkina Faso, la priorité est donnée à l'utilisation agricole des terres restaurées, tandis qu'au Niger, elles servent principalement de zones pastorales. Au Sénégal, les actions se concentrent davantage sur la mise en défens, qui permet de favoriser la régénération naturelle de la végétation et la conservation de la biodiversité.

Des résultats tangibles à l'échelle nationale

Les résultats du projet sont déjà palpables : au Burkina Faso, 3.000 hectares de terres initialement inutilisables ont été restaurés, permettant la reprise de cultures céréalières. En partenariat avec TreeAid, 28.000 arbres produisant des produits forestiers non ligneux* ont été plantés dans trois régions du Burkina Faso, et offriront une récolte durable et des opportunités de commercialisation.

Au Niger, un site de 500 hectares récupéré et doté d'un plan de gestion durable depuis 2023 est désormais une zone de pâturage productive pour les éleveurs locaux.

Au Sénégal, où les sols sont moins dégradés, la restauration repose entre autres sur la mise en défens de 500 hectares pour favoriser la reprise de la végétation. Cette approche assure la préservation des écosystèmes et permet aux habitant.e.s de gérer durablement leurs ressources naturelles.

Au Mali, où l'érosion des sols dans certaines zones représente une menace majeure pour les terres agricoles (mais également des infrastructures de base comme les écoles, maisons et centres de santé) la restauration des berges du fleuve Niger dans la commune de Meguetan permet de stabiliser les sols, de prévenir l'érosion des berges et d'améliorer la qualité des ressources en eau.

Dans les quatre pays, la formation et l'autonomisation des femmes et des jeunes sont au cœur des activités. Au travers d'un partenariat avec l'ONG Eclosio, nous

soutenons par exemple près de 200 groupements féminins au Sénégal dans la valorisation des produits forestiers non ligneux : des formations sur la collecte durable, la transformation des produits et l'appui à la mise sur le marché permettent de soutenir ces femmes dans des activités génératrices de revenus climato-sensibles.

Un impact régional et une vision à long terme

Enabel contribue également à la mobilisation des financements climatiques et à l'amélioration de la gouvernance environnementale : un partenariat avec le Centre Régional Agrhymet, institution spécialisée du CILSS (le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel), permet de renforcer les capacités de cadres nationaux issus des ministères des quatre pays en matière de collecte et d'analyse des données sur la dégradation des terres. L'harmonisation des données et résultats figurant dans ces rapports nationaux est cruciale : elle permet non seulement aux pays d'analyser l'impact de leurs activités selon les standards internationaux, et de mieux défendre leurs intérêts sur la scène régionale et internationale.

Le programme climatique au Sahel s'inscrit dans l'initiative internationale de la Grande Muraille Verte et ambitionne de renforcer son positionnement lors de grandes conférences internationales à venir, comme le Sommet africain sur le climat et la COP30.

* | Les produits forestiers non ligneux sont des biens d'origine biologique autres que le bois, provenant des forêts, d'autres terrains boisés ou provenant d'arbres hors forêts (ex : fruits des arbres forestiers, fruits sauvages, plantes médicinales, champignons, résines, etc.) - FAO, 1999.



Le programme climatique régional au Sahel vise à renforcer la résilience de 600.000 personnes et à restaurer 40.000 hectares de terres dégradées.
© Enabel - Momar Diol

Climat



Véritable havre de biodiversité, le lac Tanganyika abrite plus de 1.500 espèces aquatiques. © Enabel

La science au service du climat

Avec 18 % des réserves mondiales d'eau douce, le bassin versant des lacs Tanganyika et Kivu joue un rôle crucial à l'échelle mondiale.

Il constitue une ressource vitale pour près de huit millions de personnes vivant sur leurs rives, tout en abritant l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité. Cependant, ces ressources naturelles subissent une pression croissante, accentuée par la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes.

Le projet TAKIWAMA (Tanganyika Kivu Water Management Project), une initiative européenne mise en œuvre par Enabel et l'agence allemande GIZ, vise à assurer une gestion pérenne de ces ressources, à préserver les écosystèmes et à assurer un avenir durable aux habitant·es de la région.

Soutenir la gestion transfrontalière des ressources

Depuis 2019, Enabel travaille en étroite collaboration avec l'Autorité du Lac Tanganyika (ALT), qui réunit les quatre pays riverains du lac – la Tanzanie, la République démocratique du Congo, la Zambie et le Burundi – pour mettre en place un réseau de surveillance environnementale des eaux du lac.

Lors de la première phase du projet, quatre laboratoires régionaux ont été réhabilités et équipés afin d'améliorer l'analyse de la qualité des eaux, tandis que les méthodes de suivi et de traitement des données ont été harmonisées. La station d'épuration de Bujumbura au Burundi, seule infrastructure d'assainissement du lac Tanganyika, a été renforcée, et des actions ont été menées pour améliorer la gestion des déchets solides à Kigoma, en Tanzanie, permettant ainsi de réduire la pollution d'origine humaine.

Forte de ces avancées, la seconde phase du projet vise à élargir ces initiatives tout en renforçant leur dimension scientifique. L'objectif est d'optimiser le réseau de suivi de la qualité des eaux en développant de nouveaux centres de surveillance environnementale.

Une approche scientifique internationale

Surveiller un écosystème aussi vaste et complexe que les lacs Tanganyika et Kivu nécessite une expertise approfondie et une coopération scientifique renforcée.

TAKIWAMA s'appuie sur un réseau de centres de recherche et d'universités, combinant des compétences locales et internationales.

En plus des collaborations déjà établies avec les institutions et organismes des pays riverains, le projet s'appuie sur un large partenariat scientifique, dont le Centre commun de recherche de l'Union européenne, l'Université de Liège, l'Université de Milano-Bicocca, l'Université du Burundi et la Société zoologique de Francfort.

À l'occasion de la COP29, la Région wallonne a annoncé son soutien à la préservation des deux lacs, via un financement de deux millions d'euros : ceci permettra la construction de deux centres de surveillance environnementale et climatique situés à Nsumbu (Zambie) et à Kipili (Tanzanie). Parallèlement, le réseau de stations météorologiques autour du lac sera étendu et modernisé, et des équipements seront acquis pour améliorer le suivi de la biodiversité.

Mieux comprendre pour mieux agir

Face à la montée importante du niveau du lac - et ses effets dévastateurs sur les habitant·es, les zones agricoles et les infrastructures – comprendre et anticiper ces variations est une priorité afin de mieux protéger les populations et leur environnement.

Enabel collaborera avec l'Institut Géographique National belge pour harmoniser les réseaux topographiques des pays riverains, et analyser les impacts environnementaux des inondations et de l'érosion des sols. Ces études permettront d'évaluer les risques et d'orienter les politiques publiques afin d'assurer la préservation des lacs sur le long terme.



À Kigoma, en Tanzanie, nous accompagnons les autorités locales pour améliorer la gestion des déchets solides et réduire la pollution d'origine humaine. © Enabel

Les défis restent nombreux, mais l'émergence d'un réseau scientifique solide et la mobilisation d'acteurs locaux et internationaux sont des signes encourageants.

À travers une approche fondée sur la science et la coopération internationale, TAKIWAMA illustre l'importance d'une action collective face aux enjeux climatiques et environnementaux - démontrant que la préservation des ressources naturelles passe par une coordination efficace entre les États, la communauté scientifique internationale et les populations locales.

Regardez le documentaire "Les eaux du lac Tanganyika, un écosystème menacé" sur YouTube

A partir du 1er mai 2025, le documentaire sera également disponible à bord des vols de la compagnie Brussels Airlines.



« Cette collaboration avec Enabel s'inscrit pleinement dans notre mission de mettre à disposition des données et des services géographiques de qualité pour répondre à des enjeux globaux. En travaillant sur le projet TAKIWAMA, nous partageons notre expertise au-delà de nos frontières et participons à renforcer la capacité des partenaires locaux, notamment dans le domaine de la géodésie. »

Ingrid Vanden Berghe
Administrateur général de l'Institut Géographique National

Climat



Changer de paradigme : de l'aide à l'investissement

Joseph Nganga
Envoyé spécial pour Mission 300

Joseph Nganga est actuellement Envoyé spécial pour Mission 300, une initiative conjointe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement visant à fournir d'ici à 2030 un accès à l'électricité à quelque 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne.

Il est l'ancien vice-président pour l'Afrique de Global Energy Alliance for People and Planet, une figure clé dans le domaine de l'énergie et du climat en Afrique. Il a par ailleurs été Directeur général du Sommet africain sur le climat en 2023. M. Nganga concentre son action sur la promotion d'investissements durables pour stimuler le développement positif de l'Afrique sur le plan climatique.

Il a abordé le rôle clé du financement climat et la manière dont les partenariats, comme ceux conclus avec la Belgique, peuvent libérer le potentiel de l'Afrique dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'industrialisation verte.

L'aide au développement est de plus en plus sous pression à travers le monde. Quelle en est selon vous la raison ?
Cette vague de changements est conditionnée par plusieurs facteurs. De nombreux gouvernements finançant le développement international subissent une pression budgétaire immense, ce qui leur laisse deux options : soit augmenter les impôts — une mesure souvent impopulaire sur le plan politique — soit réduire les dépenses, en ciblant généralement ce qui semble le moins contestable, comme l'aide extérieure. A cela s'ajoute un sentiment de fatigue croissant dans le chef des donateurs. L'aide est octroyée depuis longtemps, ce qui pousse certains à se demander quand les bénéficiaires deviendront autonomes. Et enfin, il y a aussi le contexte politique mondial dans lequel les États se replient de plus en plus sur eux-mêmes, ce qui rend l'aide au développement moins attrayante.

Il pourrait cependant y avoir un aspect positif à la crise actuelle de l'aide au développement : elle pousse les pays africains à réexaminer leurs propres capacités et talents, tout en offrant aux citoyen·nes l'occasion de demander des comptes à leurs dirigeant·es. C'est aussi une occasion pour les acteurs du développement de repenser leur façon de faire les choses. Le véritable défi réside dans l'arrêt brutal de l'aide, qui risque de jeter le bébé avec l'eau du bain.

À mesure que la coopération internationale évolue, comment pouvons-nous passer des modèles traditionnels à un narratif plus équitable, fondé sur le partenariat et reflétant les défis et opportunités mondiaux d'aujourd'hui ?
D'entrée de jeu, Enabel a pris les devants pour repenser la coopération internationale - en s'assurant qu'outre l'appui le plus vital, nous mettions aussi en place des partenariats à long terme, axés sur la recherche de solutions. La question clé est la suivante : comment opérer en tant que véritables partenaires, plutôt que dans une dynamique traditionnelle de bénéficiaire-bienfaiteur ? De véritables partenariats peuvent générer de puissantes opportunités gagnant-gagnant. Forte de son expertise en matière d'infrastructures, de transport maritime et d'hydrogène, la Belgique est bien placée pour collaborer avec des pays africains comme la Sierra Leone, qui se développe dans ces domaines. Ainsi, le port en eau profonde de la Sierra Leone a le potentiel de devenir un hub stratégique en l'Afrique de l'Ouest- mais pour libérer ce potentiel, il faut à la fois des technologies et des financements.

Il est crucial de combler les lacunes en matière d'information et d'aligner les capacités de la Belgique sur les besoins de la Sierra Leone et sur les projets prêts à l'investissement. Le port d'Anvers-Bruges, qui offre un modèle solide, non seulement en termes de développement portuaire, mais aussi de gestion efficace, pourrait s'avérer un partenaire précieux. En consacrant une partie de son budget de développement à la structuration d'un grand projet d'infrastructures en Sierra Leone, la Belgique pourrait contribuer à combler les lacunes critiques en matière d'infrastructures, soutenir la croissance économique et favoriser la création d'emplois. En retour, la Belgique exporterait son expertise, obtiendrait des retours sur investissement et renforcerait ses liens dans la région, faisant de ce partenariat une collaboration véritablement mutuellement bénéfique.

D'un point de vue africain, quelles sont les priorités sur lesquelles les pays africains devraient se concentrer pour façonner et mener ce nouveau narratif ?
Lors du Forum mondial SEforALL de mars 2025, la Première ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, a fait référence au jeu de cricket - affirmant qu'il faut jouer sur le terrain tel qu'il est, et ne pas commencer à en réclamer un meilleur. Cette idée rejoint la logique du Sommet africain sur le climat, qui met en avant la nécessité pour les pays africains de partir de leurs propres forces et ressources.

Les gouvernements africains doivent être prêts à faire preuve d'innovation et à réfléchir à la manière de résoudre leurs problèmes et saisir les opportunités qui s'offrent à eux. Il s'agit notamment d'encourager les Africain·es eux-mêmes à investir davantage, en raison de l'intérêt croissant pour la mobilisation des capitaux et de l'épargne de l'Afrique en vue de financer le développement des infrastructures.

Nous voyons émerger des engagements prometteurs, comme l'émission prochaine d'obligations vertes par la Tanzanie, le partenariat entre le Fonds souverain nigérian (NSIA) et Africa 50 pour investir dans le secteur de l'électricité au Nigeria, ainsi que la collaboration entre les fonds de pension nigérians menée par Access ARM Pensions et soutenue par Infracredit pour fournir des

garanties de réduction des risques aux fonds de pension. De plus, des approches comme la tokenisation permettent de concevoir des structures d'investissement adaptées aux petits montants pour les investisseurs de détail locaux, tout en assurant transparence et accessibilité, favorisant ainsi une participation élargie et la confiance dans ces nouveaux mécanismes financiers.

Conformément à l'un des points clés de l'agenda de la Déclaration de Dar es Salaam sur l'accès à l'énergie, les Président·es africain·es se sont engagé·es à soutenir et à prioriser le développement de lignes de transmission régionales afin d'améliorer la connectivité énergétique transfrontalière au sein des réseaux électriques africains, et de faire progresser les objectifs de la Mission300.

Pourquoi est-ce si important ? Les pays africains ont des marchés de taille relativement petite et les compagnies d'électricité sont en grande partie non bancables, de sorte que les investissements à long terme peuvent s'avérer risqués s'ils sont tributaires d'une seule compagnie d'électricité dans un seul pays. En revanche, la création d'interconnexions entre plusieurs pays réduit les risques et permet la mise en œuvre de projets de plus grande envergure bénéficiant d'économies d'échelle.

Ces interconnexions permettent également d'optimiser les actifs : les pays qui produisent de l'électricité en excès, comme l'Éthiopie, peuvent vendre à ceux qui connaissent des déficits de production considérables, comme le Sud-Soudan. Ceci contribue à favoriser une électrification abordable, essentielle pour libérer le potentiel de l'Afrique en matière de richesses minérales, d'industries vertes à valeur ajoutée et de croissance économique plus large.

Cette intégration régionale permet aux pays africains de s'engager à partir d'une position de force et de coordination, créant ainsi un pouvoir de négociation bien plus important que si chaque pays agissait individuellement.

Comment pouvons-nous commencer à faciliter ces conversations et réunir les bons acteurs pour transformer les idées en investissements ?
Pour impulser une véritable transformation économique, nous devons commencer à relier les investissements climato-positifs et énergétiques au développement industriel. La Tanzanie en est un parfait exemple. Le pays dispose de près de deux gigawatts de production électrique excédentaire et de l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde. Au lieu d'exporter des matières premières, la Tanzanie pourrait investir dans des fonderies pour produire de l'acier vert. Grâce au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'UE, les produits industriels à faible émission de carbone comme l'acier vert peuvent devenir des exportations à forte valeur ajoutée. Des partenariats stratégiques avec des entreprises européennes et des politiques commerciales favorables pourraient faire de cette vision une réalité.

Pour y arriver, il faut toutefois relier les différents secteurs entre eux : l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et la politique commerciale. Cela requiert de solides capacités d'analyse et des données intégrées. Or, les gouvernements manquent souvent de capacités techniques ou sont dépassés par des agendas de bailleurs fragmentés.

C'est à ce niveau qu'une approche plus coordonnée, menée par les pays, devient essentielle. Le modèle de Plateforme Pays offre une solution en réunissant le gouvernement, les investisseurs, les partenaires de développement et les organisations internationales autour des priorités nationales, idéalement soutenues par des outils numériques partagés qui améliorent la collaboration et la prise de décision basée sur des données. Il est crucial que les ministères de l'Économie et des Finances soient impliqués à un stade précoce, car ils détiennent des leviers clés pour l'action climatique. Des initiatives comme la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, coprésidée par l'Ouganda et les Pays-Bas, sont essentielles pour intégrer les objectifs climatiques à la planification économique.

En 2023, vous avez assumé le rôle de directeur général du tout premier Sommet africain sur le climat. Quels résultats clés espérez-vous pour le prochain Sommet de 2025 ?
J'attends du Sommet africain sur le climat 2025, qui se tiendra en Éthiopie, qu'il fasse progresser nos objectifs climatiques. Le Sommet de Nairobi a permis d'obtenir 26 milliards de dollars de promesses de financement. Reste maintenant à évaluer les montants effectivement décaissés et à nous tenir collectivement responsables.

Outre les ressources de l'Afrique, nous avons besoin de partenariats mondiaux dans la technologie et la finance pour lutter contre le changement climatique tout en favorisant le développement. L'une des priorités sera d'évaluer les progrès réalisés depuis la Déclaration de Nairobi et de relever certains défis comme les déficits de financement climat et le poids de la dette. J'espère également que la proposition de réévaluer le PIB en tenant compte de la richesse minérale, afin de stimuler les emprunts pour les infrastructures, gagnera en soutien.

Pour maintenir la dynamique lancée par le Sommet africain de 2023, nous devons rassembler les parties prenantes dans un élan collectif, à l'image du *mutirão*, cette tradition brésilienne où la communauté travaille ensemble pour atteindre un objectif commun — et appliquer ce principe à notre propre Sommet africain sur le climat. En unissant nos forces, nous pouvons impulser les changements nécessaires pour concrétiser les ambitions climatiques et énergétiques du continent.

Quel rôle Enabel et les acteurs belges peuvent-ils, selon vous, jouer pour faciliter la transition climatique et énergétique ?
Je pense que le travail d'Enabel s'aligne sur l'évolution plus large de l'aide au développement traditionnelle vers des partenariats plus équitables et durables, qui appuient la transformation à long terme. En soutenant les ministères des Finances, comme au Mozambique, Enabel aide les gouvernements à intégrer les priorités climatiques dans la planification nationale et les stratégies économiques. Ce type de soutien renforce l'appropriation locale, essentielle pour faire avancer des initiatives telles que l'approche de Plateforme Pays, où la coordination entre acteurs publics et privés est vitale pour obtenir un impact à grande échelle.

Toutefois, pour que ces stratégies attirent de véritables investissements, l'autre côté de la table - ceux qui disposent du capital, de la technologie et des infrastructures - doit également reconnaître les opportunités d'investissement. C'est à ce niveau qu'Enabel pourrait jouer un rôle clé de facilitatrice : en aidant les gouvernements à les identifier et à les façonner, notamment à travers des cadres ou outils numériques permettant de structurer les données et l'analyse des projets, et en les présentant de manière à ce qu'elles trouvent un écho auprès du secteur privé belge et européen.

Dans le contexte du Sommet africain sur le climat, la Belgique pourrait offrir une expertise précieuse en matière de technologie et de modèle d'entreprise. En tant que partenaire de la première heure du Sommet de cette année, Enabel pourrait jouer un rôle clé pour s'assurer que ces expertises soient intégrées dans les discussions, tout en contribuant à façonner un récit mettant en avant le potentiel de l'Afrique.
Il est essentiel d'accroître la sensibilisation ; c'est pourquoi nous pourrions faciliter des échanges directs entre les entreprises belges et les parties prenantes africaines, notamment par le biais de rencontres ciblées et le développement d'instruments concrets, tels que des protocoles d'accord (MoU), qui pourraient être formalisés lors du Sommet.

Connecter l'Afrique et l'Europe

Relier, connecter, prospérer : le rôle des corridors stratégiques en Afrique

Dans un monde où la fluidité des échanges économiques a un impact important sur la compétitivité des États, les infrastructures de transport représentent bien plus que de simples équipements logistiques : elles constituent le socle des dynamiques géopolitiques contemporaines, et un élément central du développement économique de l'Afrique.

C'est dans ce cadre que l'Union européenne a lancé le Global Gateway - un plan d'investissement visant à mobiliser 150 milliards d'euros en Afrique d'ici 2027 - pour le développement d'infrastructures durables et connectées. Le transport est un des domaines prioritaires du Global Gateway. Enabel joue un rôle actif dans cette dynamique en appuyant la modernisation de corridors de transport stratégiques, notamment sur les axes Cotonou-Niamey, Abidjan-Lagos, Abidjan-Ouagadougou et Dar es Salaam-Kigoma.

Une vision commune pour connecter l'Afrique et l'Europe

Un corridor stratégique est un axe de transport majeur qui, au-delà de relier les centres de production aux marchés de consommation, améliore également la circulation des personnes, en particulier dans les zones rurales. Le rôle des ports y est incontournable : avec 80 % du commerce extérieur de l'Afrique transitant par ses ports, ces infrastructures sont des points d'entrée vitaux pour l'importation et l'exportation de biens, mais aussi l'intégration économique de pays enclavés, à l'instar des pays du Sahel.

Le corridor Cotonou-Niamey illustre cette nécessité : avec 34 millions de personnes concernées sur environ 1000 kilomètres d'axes routiers, il relie le Port Autonome de Cotonou (au Bénin) aux marchés intérieurs du Sahel (Niger et Burkina Faso notamment).

Au départ du Port de Cotonou, Enabel s'appuie sur son expertise de longue date avec les autorités portuaires : depuis 2018, Enabel et le Port d'Anvers-Bruges y mènent une modernisation stratégique à travers le renforcement de ses infrastructures, l'amélioration de sa compétitivité et la professionnalisation de certains métiers portuaires.

Résultat : cet appui conjoint a entre autres permis au Port de Cotonou d'augmenter le flux de marchandises y transitant de 45 % entre 2010 et 2019, de stimuler des investissements qui ont permis de le maintenir comme un actif public, et de mettre en place des outils de veille sur l'impact environnemental (qui lui ont permis d'obtenir la certification Ecoport).

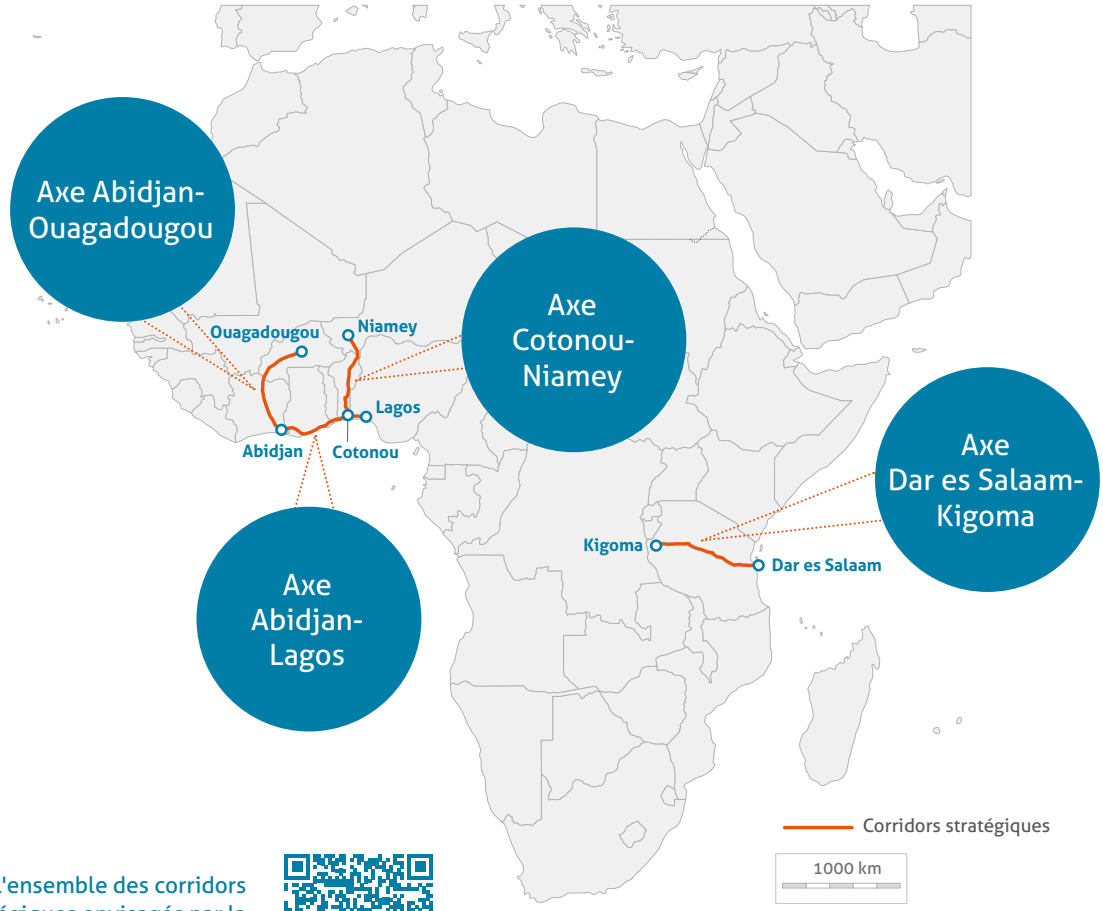
De Cotonou à Dar es Salaam : efficacité portuaire et connexion régionale

Au travers du Global Gateway, Enabel en partenariat avec le Port d'Anvers-Bruges, TradeMark Africa, et la Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement (CNUCED), poursuivent leur appui sur le couloir Cotonou-Niamey via le développement d'infrastructures routières sûres, qui réduisent les coûts de transport et stimulent la création d'emplois locaux en rapprochant les chaînes de productions agricoles locales des marchés régionaux.

Mais l'efficacité de ces axes repose également sur l'harmonisation des réglementations et procédures administratives : des efforts considérables sont déployés pour fluidifier le trafic au sein du Port de Cotonou. L'harmonisation des réglementations douanières au niveau national et régional, la digitalisation des processus douaniers et l'appui au développement d'un port sec*, situé en périphérie du Port, permettent de faciliter le travail des employés du port et de renforcer la sécurité de ses biens.

À l'autre extrémité du continent, le corridor Dar es Salaam-Kigoma en Tanzanie s'inscrit dans une dynamique similaire : de concert avec le Port d'Anvers-Bruges, TradeMark Africa et ONU Habitat, Enabel travaille pour optimiser les opérations et le transit des biens dans le port de Dar Es Salaam. TradeMark Africa fournit

* | Un port sec est un terminal intérieur directement relié par route ou par rail à un port maritime, qui sert de centre de transit de marchandises maritimes vers des destinations intérieures.



Cette carte et son contenu ne représentent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne, ou d'Enabel.

Consultez l'ensemble des corridors stratégiques envisagés par la Commission européenne (en anglais)

un appui précieux via la numérisation des processus douaniers et la gestion des barrières non tarifaires. Enfin, à Dar es Salaam, ONU Habitat appuie le développement de moyens de transport électriques (bus, tuk-tuk).

Transport et développement : un levier pour un avenir durable

Plus qu'une initiative logistique et économique, les couloirs stratégiques visent également et surtout à renforcer l'autonomie et le pouvoir d'action des populations : entrepreneurs, agriculteurs et communautés locales jouiront directement de la modernisation des infrastructures.

En assurant une meilleure connexion, les couloirs stratégiques permettent aux communautés locales d'accéder plus facilement aux services essentiels tels que la santé et l'éducation. Vecteur de stabilité et de cohésion, le désenclavement de certaines zones isolées renforce les liens entre les communautés et facilite l'intégration régionale.

Enfin, dans un contexte de transition écologique, les couloirs stratégiques doivent intégrer des solutions de transport respectueuses de l'environnement. Enabel veille à promouvoir des approches durables qui minimisent l'empreinte carbone des infrastructures, en encourageant l'adoption de modes de transport écologiques et en favorisant une planification territoriale soucieuse des ressources naturelles. Ces efforts visent à atténuer les impacts du changement climatique tout en garantissant un développement équilibré et résilient.

Connecter l'Afrique et l'Europe

L'UE et Enabel : un partenariat stratégique pour une croissance durable en Côte d'Ivoire

Francesca Di Mauro, ambassadrice de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, revient sur l'importance des partenariats entre l'UE, ses États membres et Enabel pour renforcer l'économie ivoirienne. De la filière cacao aux corridors stratégiques, elle explique comment ces collaborations soutiennent une croissance plus durable et inclusive.

Quel est le rôle des partenariats entre l'UE, les États membres et des agences comme Enabel dans le renforcement de l'économie ivoirienne ?
Avec un PIB qui croît autour de 7%, la Côte d'Ivoire est une des plus grosses économies d'Afrique de l'Ouest. C'est une économie locomotive, qui tire celles des autres, et qui attire aussi énormément de travailleurs de la sous-région.

L'Equipe Europe - l'Union européenne, ses Etats membres, leurs agences de développement, les banques de développement, ainsi que la Banque européenne d'investissement - est très engagée en Côte d'Ivoire.

Elle permet la bonne mise en œuvre de la stratégie Global Gateway – l'offre d'un paquet d'investissements de l'Union européenne aux pays partenaires - qui se décline en Côte d'Ivoire, en particulier dans les secteurs climat/énergie et transport avec les corridors stratégiques, ainsi que l'employabilité des jeunes.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao. Comment l'UE et ses partenaires comme Enabel accompagnent-t-elles la transition vers une filière plus durable et équitable ?
Avec l'impact du Pacte vert européen, qui a été introduit depuis 2019 via notamment le règlement européen zéro déforestation (RDUE), l'UE en Côte d'Ivoire a commencé à travailler dans le secteur du cacao, afin de le rendre plus durable. Le RDUE va imposer dès la fin 2025 que les produits importés de l'international, mais aussi ceux produits en Europe, ne soient pas source de déforestation et qu'ils soient produits de manière légale. L'UE accompagne donc depuis quelques années le gouvernement ivoirien à se mettre en conformité. L'introduction de la norme africaine ARS 1000 pour le cacao durable est un bel exemple : celle-ci promeut la géolocalisation de tous les cacaoculteurs, ce qui amène à la traçabilité du cacao.

A travers l'Initiative Equipe Europe Cacao Durable, nous nous attaquons aux trois éléments de la durabilité : l'aspect environnemental avec la réduction de la déforestation, l'aspect économique, en assurant l'accès à des revenus décents pour les producteurs, et l'aspect social en éliminant toutes les formes de travail des enfants.

Ces aspects de durabilité sont traités à différents niveaux. Au niveau politique, lors du dialogue de partenariat Union Européenne-Côte d'Ivoire : une fois par an, nous nous rencontrons avec tous les ambassadeurs européens et les autorités ivoiriennes pour un dialogue politique sur plusieurs thèmes, de politique, de sécurité, mais aussi de durabilité.

Nous déployons également tous nous outils. Des appuis budgétaires, liés par exemple à des indicateurs sur les systèmes de supervision, de contrôle de la déforestation et du contrôle du travail des enfants.

Des appuis techniques, dont celui avec Enabel, qui s'attaque à la question du revenu décent. Enabel travaille directement avec les coopératives, pour les renforcer en termes de marketing, de plan business, et aussi de techniques agricoles. L'objectif est qu'elles s'organisent mieux et qu'elles aient un pouvoir de négociation plus fort par rapport à ceux qui achètent le cacao. Car si les coopératives sont plus fortes, elles peuvent mieux négocier et donc obtenir un prix correct et des revenus décents pour les travailleurs. Et des prêts, comme celui avec la Banque Européenne d'Investissement (garanti par l'Union européenne) qui s'attaque au reboisement de la Côte d'Ivoire.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le développement et l'importance des corridors stratégiques en Afrique ?
Nous avons identifié en Afrique subsaharienne dix corridors stratégiques, c'est-à-dire dix routes que nous considérons stratégiques au



Francesca Di Mauro
Ambassadrice de l'Union européenne
en Côte d'Ivoire



Enabel appuie les coopératives cacaoyères pour renforcer leurs capacités commerciales, améliorer les pratiques agricoles et favoriser une production durable et diversifiée. © Enabel - Samuel Poos

vu de leur importance économique et par rapport au trafic UE-Afrique. Sur ces dix corridors, trois passent par Abidjan : Abidjan-Lagos, Abidjan-Dakar et Abidjan-Ouagadougou.

L'objectif de ces corridors, c'est évidemment de réduire les temps et les coûts de transport des biens, mais aussi des personnes. Nous souhaitons également les améliorer et les décarboner le plus possible : c'est pour cela que nous soutenons aussi des corridors maritimes ou ferroviaires.

Cela aura évidemment un impact bénéfique sur les consommateurs : si les coûts diminuent, le prix des biens diminuera aussi. L'objectif c'est aussi développer des chaînes de valeurs locales – le riz par exemple - et en faciliter le commerce dans le reste de la région.

Quels bénéfices concrets ce projet apportera-t-il aux populations, aux entreprises locales, et au renforcement des échanges commerciaux régionaux ?
On peut prendre l'exemple concret d'Abidjan, une ville de 6 millions d'habitants, extrêmement engorgée par le trafic : nous travaillons par exemple sur la mobilité urbaine afin d'augmenter l'offre de bus publics, et ainsi réduire le temps perdu dans le trafic. Cela aura non seulement un impact sur le bien-être des populations, que ce soit en temps de trajet, que ce soit en coûts, mais également en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de pollution de l'air.

Sur les corridors de manière générale, Enabel va mener des activités qui se concentrent sur la réglementation et la facilitation du transport : c'est-à-dire soutenir l'autorité de gestion du corridor (partagée entre plusieurs pays) à s'organiser, à identifier des actions qui puissent aider à la réduction du temps d'attente aux postes frontières, ou encore à homogénéiser certaines procédures pour fluidifier le transit des biens.

Comment envisagez-vous l'avenir du partenariat entre l'UE et Enabel pour poursuivre le développement économique et social en Côte d'Ivoire ?
Le partenariat entre l'UE et Enabel a beaucoup grandi au fil des ans. Pour le moment, nous avons un portefeuille d'un montant total de 22 millions, qui inclut le travail sur le cacao durable et l'appui aux coopératives cacaoyères. Nous en avons aussi une partie sur la biomasse, c'est-à-dire la production d'énergie renouvelable pour cuisiner avec une énergie propre.

Il y également un volet très intéressant autour de la migration circulaire : Enabel identifie des entrepreneurs et employés dans des entreprises ivoiriennes, qui souhaitent faire des stages d'apprentissage en Belgique dans des entreprises belges préalablement identifiées. Ils y apprennent des techniques de marketing, de gestion des ressources humaines, de plan business, avec l'idée de revenir ensuite et mettre en pratique leurs nouvelles connaissances.

C'est donc un partenariat très florissant, en grand développement, que nous sommes ravis de voir encore plus grandir.

Développement économique

Mobilité professionnelle et entrepreneuriat : des passerelles pour l'avenir

À l'heure où le monde fait face à des défis de transition démographique, la mobilité bien gérée devient un catalyseur de croissance inclusive et de développement durable. La mobilité professionnelle, en particulier, représente une opportunité pour les individus, surtout pour les jeunes, tout en contribuant au développement socioéconomique des territoires d'origine et de destination.

Partenariat mondial pour les compétences

La mobilité professionnelle encourage la mise à niveau des formations permettant l'accès des jeunes au marché du travail, l'amélioration de la productivité des entreprises et leur aptitude à offrir des opportunités d'emploi décent. Elle stimule aussi les acteurs économiques, dont les agences publiques de l'emploi, à mettre en relation la demande et l'offre d'emploi.

Enabel accompagne donc les acteurs de la formation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat pour intégrer la mobilité professionnelle internationale aux systèmes existants. Nos activités s'inscrivent dans la logique du « Partenariat mondial pour les compétences » (Global Skills Partnership), développé par le Centre for Global Development. Cette approche s'aligne à la fois sur les besoins des marchés de l'emploi des pays partenaires et de ceux de l'Union européenne, et promeut le développement des compétences pour établir des partenariats internationaux équilibrés.

Mobilité entrepreneuriale : créer des synergies entre entreprises

Convaincue que les petites et moyennes entreprises sont au cœur du développement économique, Enabel a lancé les « Pilots for Entrepreneurial Mobility » (PEM). Ces initiatives soutiennent les écosystèmes entrepreneuriaux sénégalais, ivoirien et belge en encourageant la création de partenariats d'affaires mutuellement bénéfiques entre les entreprises des trois pays.

Dans les projets PEM Wecco' (destiné aux entrepreneur·es sénégalais·es) et PEM N'Zassa (destiné aux entrepreneur·es ivoirien·nes), les entreprises sélectionnées sont accompagnées dans leur internationalisation à travers des formations, des voyages d'affaires vers l'UE, et notamment en Belgique, et un suivi personnalisé pour la consolidation des partenariats.

À ce jour, environ 60 partenariats ont été noués entre entrepreneur·es belges - y compris des entrepreneur·es issu·es des diasporas africaines – sénégalais·es et ivoirien·nes. Ces collaborations ont conduit à la création de nouvelles entreprises (joint ventures) ainsi qu'à des partenariats commerciaux (imports/exports) et techniques (transferts/échanges de technologies).

Dans le secteur de la santé, par exemple, l'entreprise belge Multi G a signé un accord avec l'entreprise médicale sénégalaise Askcare pour fournir aux postes de santé de plusieurs zones rurales sénégalaises une solution clé en main de prévention du cancer du col de l'utérus, permettant le dépistage et le traitement à grande échelle des lésions précancéreuses.

Dans le domaine de l'éducation et de la culture, les entreprises Kanarimagik (Sénégal) et Jeux d'Eden (Belgique) ont signé un partenariat pour la commercialisation respective de leurs produits en Belgique et au Sénégal, ainsi qu'un accord pour la mise en place à Dakar d'un centre de formation aux métiers de la bande dessinée et images animées.

En Côte d'Ivoire, la société Hans Compagnie est parvenue, suite à son voyage d'affaires en Belgique, à signer un contrat de représentation commerciale avec la société belge D-Carbonize, visant ainsi à proposer une offre de bilan carbone aux entreprises basées en Côte d'Ivoire.



Enabel développe des approches qui renforcent les compétences des travailleurs, ainsi que les services publics de formation, d'emploi et de l'entrepreneuriat. © Enabel

Mobilité du travail : répondre aux besoins des marchés

Si la mobilité entrepreneuriale vise à accompagner le développement d'entreprises et de partenariats, la mobilité du travail est un autre pilier clé de notre action. Au Maroc, en Tunisie et en Belgique, le projet THAMM (Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance) stimule la collaboration entre les services publics de l'emploi, les organismes de formation professionnelle et les entreprises des trois pays dans des métiers en tension comme les TIC (technologies de l'information et de la communication), la construction et l'industrie.

Le travail conjoint des agences des trois pays a permis de développer des outils et méthodes de travail communes pour mieux identifier les besoins des marchés du travail et les métiers en pénurie. L'offre de formation professionnelle est ainsi adaptée pour améliorer l'employabilité des personnes, facilitant par la même occasion la mobilité internationale. L'harmonisation des formations aux réalités des différents marchés renforce encore davantage cette mobilité.

Par le biais du Forem (Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi), nous appuyons également les acteurs de la formation, tels que l'OFPPT (Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail) au Maroc et l'ATFP (Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle) en Tunisie, afin d'améliorer la qualité des formations et leur alignement sur les standards internationaux.

Ainsi, Enabel inscrit son action sur le long terme en développant des partenariats solides qui impliquent également les diasporas. En facilitant les échanges de compétences, elle renforce les systèmes de formation et d'emploi tout en créant des liens durables entre les pays. Son action contribue aussi à faire naître des collaborations internationales innovantes et à positionner l'expertise belge sur la scène internationale.

Développement économique

Partenariats privés : catalyseurs du changement durable

Les entreprises créent de la valeur ajoutée et des emplois. Elles s'avèrent incontournables pour permettre et accélérer le « développement ». Raison pour laquelle Enabel collabore avec les autorités des pays partenaires à l'amélioration de l'environnement entrepreneurial et à la mise en place d'un cadre propice pour les entreprises.

L'appui au secteur privé et à l'écosystème économique permet donc aux entrepreneur·es d'accroître les chances de réussite de leurs activités économiques.

Mais Enabel se concentre également sur le secteur privé belge, européen et international en tant que fournisseur de ressources et de savoir-faire, par le biais de partenariats gagnant-gagnant. L'Agence entend encourager les entreprises à investir dans des partenariats ciblés et à forte valeur ajoutée, qui allient objectifs commerciaux et impacts de développement.

L'implication du monde des affaires dans des projets de coopération internationale peut revêtir différentes formes. À cet égard, Enabel et les entreprises y jouent chacune leurrôle, aux côtés d'autres partenaires*, dans le cadre d'une approche Team Belgium.

De plus en plus d'entreprises – petites, moyennes et grandes – font du développement durable un point de rupture. Non pas tant pour conquérir en premier lieu une plus grande part de marché, mais plutôtpour préserver la crédibilité de l'entreprise à long terme. Parce qu'elles ont conscience du rôle qu'elles jouent elles-mêmes dans le développement durable de notre société.

Enabel comme facilitateur, les entreprises en tant qu'investisseurs

Premièrement, Enabel peut jouer un rôle central dans le renforcement de l'engagement du secteur privé dans les pays partenaires en contribuant à l'amélioration d'un écosystème où les objectifs des entreprises et du développement peuvent s'aligner dans l'intérêt mutuel. Alors que le secteur privé lui-même, et d'autres acteurs au sein de la Team Belgium, peuvent s'engager dans des transactions financières directes avec des partenaires du secteur privé (p. ex., prendre des participations, octroyer des dettes ou des garanties), Enabel peut elle mettre en œuvre des activités complémentaires. Ainsi, Enabel peut consolider des partenaires locaux dans les filières agroalimentaires en vue d'améliorer leurs activités et de leur permettre de satisfaire aux normes internationales requises. Enabel peut faciliter un environnement propice aux acheteurs, fournisseurs et investisseurs internationaux, en améliorant les systèmes de distribution locaux dans le but de faciliter certaines importations, ou en optimisant les chaînes d'approvisionnement afin de faciliter les exportations. Enabel peut également remédier aux pénuries de main-d'œuvre locale en mettant en œuvre des programmes de formation axés sur les opportunités, en améliorant le développement des compétences locales et d'autres activités d'enseignement et de formation professionnels en vue de soutenir les engagements du secteur privé. Ces collaborations sont également possibles dans le cadre de l'initiative Global Gateway de l'UE.

Recherche d'innovations au moyen d'appels à propositions

Enabel est désireuse de trouver des idées novatrices pour faire face à des problèmes liés à des défis très divers, allant du changement climatique à la mobilité humaine et à l'urbanisation, en passant par la paix et la sécurité, ainsi que les inégalités sociales et économiques. Enabel peut octroyer des subsides (partiellement remboursables) qui incitent les entreprises à innover, à partager leurs connaissances et leurs activités de R&D, et à investir dans des initiatives axées sur le développement. En recherchant l'expertise et le savoir-faire du secteur privé au moyen d'appels à propositions en vue de présenter des solutions et de les adapter au contexte local, il peut s'avérer possible de sauter les étapes traditionnelles du développement et d'adopter directement des technologies de pointe ou des approches innovantes.

* | BIO, Credendo, Finexpo, Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPIM), Flanders Investment & Trade (FIT), Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX), hub.brussels, chambres de commerce.

Tirer parti de la philanthropie d'entreprise et de la responsabilité sociale des entreprises

Enabel peut également bénéficier de financements par le biais de programmes de philanthropie d'entreprise ou de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces dons peuvent appuyer tant des projets existants que de nouveaux. Des entreprises privées peuvent allouer des fonds à Enabel pour des initiatives qui correspondent à leurs objectifs en matière de RSE. En intégrant ces activités de RSE à leurs principales opérations, Enabel et les entreprises privées créent une relation durable et mutuellement bénéfique entre les projets de coopération et les intérêts commerciaux.

IKIC.cool

En collaboration avec le laboratoire d'innovation NIDO du Service public fédéral Stratégie et Appui (BOSA), Enabel a lancé un appel à idées innovantes pour soutenir le secteur laitier au Niger et au Mali en termes de normes d'hygiène et de qualité, et pour renforcer la chaîne du froid. Un jury a sélectionné la proposition expérimentale d'IKIC.cool, une startup de Leuven qui, au moyen de ce que l'on appelle l'Impact Licensing*, a recours à une technologie de refroidissement développée par Colruyt afin de conserver le lait au frais plus longtemps pendant le transport entre la ferme et l'entrepôt de stockage.

« Grâce à Enabel et au laboratoire d'innovation NIDO, IKIC Impact Ventures a pu mettre en place un projet pilote de qualité au Niger pour démontrer notre technologie innovante de chaîne du froid pour la collecte du lait aux petit·es éleveur·euses de bétail et à leur fédération. Pour une startup belge comme IKIC, ce partenariat créatif et flexible avec Enabel est essentiel pour notre stratégie produits et notre prospection du marché. » - William Leclef, Partnership Lead - West Africa, IKIC.

* | www.impactlicensing.org

Waterleau

Le Project for Entrepreneurial Mobility (PEM-WECCO), financé par l'UE et mis en œuvre par Enabel, visait à promouvoir la mobilité économique entre la Belgique et le Sénégal. Par l'intermédiaire du PEM-WECCO, la société belge Waterleau, spécialisée dans les technologies de l'eau, a signé un partenariat avec la société sénégalaise Wasser Aram pour équiper une station d'épuration dans la ville de Thiès.

Unbox

Au Burundi, Unbox a lancé, en partenariat avec Enabel, un projet pilote de transactions numériques sans espèces. L'objectif est de fournir aux entreprises locales soucieuses de l'environnement des solutions financières sûres, transparentes et évolutives, d'améliorer leur résilience économique et d'accroître la transparence financière.

Puratos

En Côte d'Ivoire, Enabel s'associe à Puratos, un fournisseur belge de produits de boulangerie industrielle. Dans le cadre d'un projet financé par l'UE, Enabel aide les cacaoculteur·rices et les coopératives à accroître leurs capacités de fermentation et de séchage. En sus des activités initialement prévues dans le cadre du projet, Puratos investit dans des unités de transformation du cacao et dans la formation pour multiplier l'impact et augmenter les revenus. Ces derniers sont ensuite redistribués afin d'améliorer les conditions de vie des cacaoculteur·rices. Enabel fournit des conseils en matière de marketing, de financement et de gouvernance, et facilite la certification Fairtrade pour se conformer aux réglementations de l'UE en matière de déforestation. Cela garantit de la sorte que l'achat et l'importation de cacao provenant de ces centres de fermentation sont en conformité avec les règles européennes.

« Nous sommes fiers de notre collaboration avec Enabel et de notre réseau de coopératives grâce auxquels nous sommes en mesure de développer encore notre programme équitable Cacao Trace en Côte d'Ivoire. Cette approche axée sur la qualité crée davantage de valeur non seulement pour les agriculteur·rices, mais aussi pour nos client·es. L'expertise de l'équipe locale d'Enabel est indispensable sur ce plan. » – Raphael Audoin-Rouzeau, Global Cacao Trace programme manager, Puratos.

La Fondation Gates

Elle finance Enabel dans la mise en œuvre d'un projet visant à réduire le fardeau que représente le paludisme en Afrique. Pour l'heure actif au Burundi et au Niger, ce projet se concentre sur l'amélioration des centres de soins de santé, la mise à l'échelle d'outils efficaces, l'amélioration de la surveillance des maladies et l'avancement de la prise de décision fondée sur les données dans le cadre de la lutte antipaludique.

Santé

La Fondation Gates et Enabel en faveur de systèmes de santé résilients

Le paludisme demeurant un problème de santé mondial majeur, la Fondation Gates et Enabel collaborent à l'accélération des progrès accomplis sur la voie de son éradication. Gargee Ghosh, Présidente 'Global Policy & Advocacy' à la Fondation Gates, explique comment cette collaboration renforce les systèmes de santé tout en donnant la part belle à des solutions innovantes.

Pourquoi la Fondation Gates a-t-elle décidé de s'associer à Enabel dans la lutte pour l'éradication du paludisme ?
La Fondation Gates s'est engagée à accélérer la découverte et le développement d'outils vitaux pour améliorer la santé et réduire la charge de morbidité à travers le monde. Nous concentrons cet engagement sur des domaines où la charge, la négligence et le potentiel d'impact sont élevés, en particulier dans les pays en développement.

Notre travail se fonde sur la conviction que toutes les personnes, en particulier celles qui vivent dans des communautés défavorisées dans le monde entier, devraient pouvoir mener une vie saine et productive. Nous effectuons ce travail avec des partenaires aux quatre coins du monde ; nous avions d'ailleurs déjà collaboré avec le gouvernement belge à l'élimination de la trypanosomiase en République démocratique du Congo. Ce partenariat ayant débouché sur une conversation visant à explorer une collaboration plus poussée, nous y avons vu l'opportunité d'associer les efforts du gouvernement belge et d'Enabel en matière de renforcement des systèmes de santé aux nôtres déployés dans la lutte contre le paludisme.

L'éradication du paludisme exige des systèmes de santé robustes pour garantir l'accès à des soins de qualité. De même, le renforcement des systèmes de santé peut tirer parti de la lutte contre le paludisme, qui permet de réduire la charge pesant sur les infrastructures de santé. Dans certaines régions, plus de 50 % des consultations médicales le sont pour cause de paludisme. En raison de son empreinte géographique, de son expertise sur le terrain et de ses solides relations avec les gouvernements partenaires, Enabel s'est dès lors avérée un partenaire intéressant pour notre Fondation.

Pouvez-vous nous donner un aperçu des principales réalisations de notre partenariat au Niger et au Burundi ? De votre point de vue, quelles ont été les activités qui ont eu le plus grand impact ?
Le renforcement des systèmes prenant du temps, il est encore tôt pour appréhender le plein impact de notre partenariat. Les effets sur le paludisme deviendront plus évidents une fois le programme pleinement opérationnel. Il n'en demeure pas moins que nous assistons déjà à des progrès considérables dans les feuilles de route nationales relatives aux demandes de financement du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, pour lesquelles Enabel apporte son appui au programme de lutte contre le paludisme. En outre, une collaboration passionnante a vu le jour entre Enabel et Audere dans le domaine de la santé numérique ; quant au partenariat conclu entre Enabel et Bluesquare sur la surveillance du paludisme, il est lui aussi très prometteur.

Quel rôle est selon vous dévolu à Enabel en complément des priorités de la Fondation Gates en matière d'éradication du paludisme ?
L'expertise d'Enabel et sa présence dans les pays sont inestimables pour consolider les systèmes de santé, en collaboration avec les gouvernements des pays où le paludisme est endémique et en les soutenant dans cette démarche. Il s'agit d'un volet essentiel des efforts d'éradication plus larges et à long terme. La capacité opérationnelle d'Enabel, son expertise locale et l'engagement des parties prenantes complètent les priorités de la Fondation en garantissant que les projets sont adaptés au contexte et mis en œuvre de manière efficace.

Notre partenariat actuel comprend également la participation de Bluesquare, une société belge spécialisée dans les systèmes d'information sanitaire innovants, dans l'optique de renforcer la surveillance du paludisme. Quelle sera selon vous l'évolution du rôle des partenariats public-privé dans le secteur du développement international ?



Gargee Ghosh
Présidente 'Global Policy & Advocacy'
à la Fondation Gates

Le secteur privé est un acteur majeur de la santé et du développement à travers le monde, ses divers partenaires offrant une expertise spécifique et encourageant l'innovation. Le travail de Bluesquare en matière de gestion, d'intégration et de visualisation des données, combiné à ses approches novatrices de la collecte de données à partir de campagnes et de systèmes de routine, en est un excellent exemple. Les partenariats public-privé nous permettent de tirer parti des forces des deux secteurs, sur la base de valeurs communes, en favorisant l'innovation, l'efficience et la durabilité des efforts de développement international. Ces partenariats s'avèrent de plus en plus importants au cœur d'un paysage du développement en pleine évolution. En effet, les secteurs public et philanthropique sont en mesure de réduire les risques des projets et des investissements afin d'encourager l'engagement du secteur privé dans des contextes à faible revenu qui auraient pu être perçus auparavant comme trop risqués.

Quel rôle la philanthropie et des organisations comme la Fondation Gates jouent-elles dans la promotion de politiques d'égalité de genre fondées sur des données probantes ?
Le changement systémique exige que de nombreuses personnes travaillent ensemble et mettent en commun leurs ressources et leur expertise afin de relever les défis les plus urgents en matière de santé et de développement, y compris les inégalités de genre. Nous savons que ces inégalités freinent non seulement les femmes et les filles, mais aussi les hommes et les garçons, en étouffant dans l'œuf tout progrès et toute croissance économique. La philanthropie est particulièrement bien placée pour faire progresser l'égalité de genre en finançant des domaines sous-financés comme la collecte de données, en fournissant un capital catalytique et en prenant des risques que le secteur privé ou le gouvernement ne seraient pas en mesure d'assumer. La Fondation Gates se concentre actuellement sur l'investissement dans les femmes et les filles dans les domaines qui génèrent les meilleurs rendements et font progresser l'égalité de genre, à savoir : l'accès au capital, l'élargissement des options de soins pour les parents qui travaillent et l'appui à la santé des femmes, y compris au moyen de l'accès aux moyens contraceptifs. Nous jouons un rôle de catalyseur, en partenariat avec les gouvernements, les organisations multilatérales et le secteur privé, afin de découvrir ce qui fonctionne et de le transposer à plus grande échelle. Notre ambition en faisant progresser les politiques fondées sur des données probantes, est d'induire un changement durable et systémique qui promeut l'égalité de genre.

La Fondation Gates est à l'avant-garde des initiatives en matière de santé mondiale. En quoi, à vos yeux, se démarque votre approche ? Comment la vision et l'engagement de la Fondation en faveur de l'éradication du paludisme exercent-ils une influence sur les efforts mondiaux et les partenariats comme le nôtre ?
L'approche adoptée par la Fondation Gates vis-à-vis des initiatives en matière de santé mondiale repose sur des données probantes, la collaboration et des solutions axées sur l'impact. Ce qui nous distingue vraiment, c'est notre engagement inébranlable à relever certains des défis sanitaires les plus complexes au monde, comme le paludisme, grâce à l'innovation et au partenariat.

Nous sommes également mus par la conviction que chaque vie a une valeur égale et que la survie ne devrait pas dépendre de l'endroit où l'on naît. L'éradication du paludisme est une question d'équité. La moitié du monde a déjà éliminé le paludisme et plusieurs régions sont sur le point de le faire (Europe, Amérique centrale, Grand Mékong). Il serait dès lors tout à fait inéquitable d'affirmer que nous ne devrions pas éliminer cette maladie dans le reste du monde. Nous espérons que des partenariats comme le nôtre inspireront d'autres acteurs à nous rejoindre dans cette mission.

Quels pourraient être les futurs domaines de collaboration potentiels entre nos deux organisations ?
Nous espérons pouvoir étendre notre collaboration sur le paludisme, poursuivre notre partenariat de longue date sur la trypanosomiase, élargir notre lutte contre d'autres maladies infectieuses et œuvrer de concert dans l'optique de garantir un accès équitable à des produits de santé de qualité. Ensemble, nous pouvons tirer parti de notre expertise et de nos ressources combinées pour atteindre un impact plus considérable qu'en travaillant de façon isolée.

Santé

Une étape clé pour la production de médicaments au Sénégal

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence des inégalités majeures dans l'accès mondial aux médicaments et aux vaccins, mettant en évidence la nécessité pour l'Afrique de renforcer sa propre capacité de production pharmaceutique.

En réponse à ce constat, l'Union africaine s'est fixé un objectif ambitieux : d'ici à 2040, l'Afrique doit pouvoir fabriquer localement 60 % des vaccins dont elle a besoin. Enabel, en collaboration avec l'initiative Team Europe sur la fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique (MAV+), soutient le Sénégal dans la réalisation de cet objectif. En décembre 2024, le Sénégal a atteint avec succès le niveau de maturité 3 en matière de réglementation des médicaments et des vaccins.

Renforcer le secteur pharmaceutique au Sénégal
Le niveau de maturité 3, un benchmark médical évalué par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), indique qu'un pays dispose de processus stables et bien rodés, reconnus au niveau international, qui garantissent que les médicaments et les vaccins répondent à des normes de qualité élevée. Cela accroît la capacité d'un pays à développer une production pharmaceutique sûre et efficace, tout en stimulant les investissements locaux et internationaux.

Depuis 2021, Enabel appuie les efforts du Sénégal pour améliorer l'accès équitable aux médicaments et vaccins de qualité pour sa population en se focalisant sur le renforcement du système de santé par le biais d'un projet de 4 millions d'euros financé par la Belgique. Parmi les réformes nationales clés, Enabel a soutenu la création de l'Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique (ARP) en 2022.

Avec le soutien de l'OMS, de la GIZ, d'Expertise France et d'Enabel - pour ne citer que quelques partenaires - l'ARP a ainsi pu poursuivre l'élaboration de règlements et de procédures, renforcer les capacités de son personnel et mener des activités réglementaires telles que l'inspection, la surveillance du marché et la pharmacovigilance.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'un engagement plus large de l'initiative MAV+ de la Team Europe : lancée en 2021, MAV+ soutient les ambitions de l'Union africaine de mettre en place une production locale de vaccins et de produits de santé, ainsi que de renforcer l'écosystème pharmaceutique sur ce continent. Cette initiative est principalement financée par l'Union européenne, la Belgique, la France, l'Allemagne et la Banque européenne d'investissement, avec un budget à hauteur de 1,9 milliard d'euros.

Grâce au mentorat, aux stages en Belgique et à l'assistance technique, Enabel favorise également une approche Team Belgium dans le pays, en mobilisant l'expertise de Quamed (une ONG belge contribuant à améliorer l'accès à des médicaments de qualité), de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et de Sciensano.

Outre le niveau de maturité 3, les efforts européens ont appuyé la construction du site de production de vaccins Madiba à l'Institut Pasteur de Dakar avec un budget de 86,8 millions d'euros, ainsi qu'une nouvelle installation de production de vaccins contre la fièvre jaune avec un budget de 7,5 millions d'euros. Ces réalisations font du Sénégal un pôle régional pour la fabrication de vaccins, réduisent la dépendance du pays à l'égard des importations et améliorent l'accès de sa population à des produits de santé de qualité.

Montrer la voie à suivre
Bien plus qu'un jalon technique, l'atteinte du niveau de maturité 3 représente un nouveau pas vers l'autosuffisance pour le secteur de la santé sénégalais. Grâce à des systèmes réglementaires plus solides, les médicaments et les vaccins sont plus accessibles, plus abordables et plus sûrs. Les investissements dans la production locale sont facilités par une autorité nationale de réglementation efficace et reconnue. La capacité du pays à approuver et à contrôler rapidement les produits de santé permettra de répondre plus promptement aux besoins de santé publique et de mieux contrôler le coût des médicaments.

À l'avenir, le Sénégal ambitionne de maintenir son niveau de maturité 3 tout en progressant vers le niveau de maturité 4, ainsi que de consolider son rôle de leader pharmaceutique dans la région et au-delà. Enabel reste quant à elle déterminée à soutenir ces efforts, en s'assurant que le secteur pharmaceutique sénégalais poursuit sa croissance et son innovation grâce à un écosystème local solide au profit de la population, y compris les personnes plus vulnérables. Il s'agira notamment d'appuyer le développement de l'expertise par le biais d'un master en réglementation pharmaceutique et d'un nouveau master en biotechnologie.



© Istockphoto

Agriculture



Sofie Van Waeyenberge
Coordinatrice d'Enabel pour l'agriculture et les systèmes alimentaires

La transformation des systèmes alimentaires

Un outil de lutte contre la faim et les inégalités.

Arrivé à un tournant décisif de son existence, le système alimentaire mondial est confronté à d'énormes défis. Alors que la faim persiste, que les écosystèmes se dégradent et que les disparités socioéconomiques s'accentuent, l'appel à un changement profond n'a jamais été aussi pressant. Enabel possède une grande expertise dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires visant à développer des systèmes résilients, inclusifs et durables. Pour en savoir plus à ce sujet et découvrir comment Enabel relève ces défis, nous nous sommes entretenus avec Sofie Van Waeyenberge, Coordinatrice d'Enabel pour l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Enabel appuie la transformation des systèmes alimentaires. Mais en quoi doivent-ils être transformés ?
Comme l'a déclaré Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, lors du Sommet sur les systèmes alimentaires en 2021, nos systèmes alimentaires sont brisés, et l'Afrique est en première ligne. Entre 713 et 757 millions de personnes pourraient avoir connu la faim en 2023 – soit 1 personne sur 11 dans le monde et 1 sur 5 en Afrique. Des facteurs tels que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les conflits – comme la guerre entre l'Ukraine et la Russie – ont fortement aggravé l'insécurité alimentaire dans le monde, touchant 2,33 milliards de personnes. En Afrique, 58 % de la population est confrontée à une insécurité alimentaire modérée ou sévère, soit près du double de la moyenne mondiale.

Par ailleurs, les systèmes agricoles et alimentaires actuels ont des effets négatifs sur l'environnement : dégradation des sols, de l'eau et des écosystèmes, fortes émissions de gaz à effet de serre et perte de biodiversité. Ils sont également vulnérables aux effets du changement climatique, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes. Enfin, les chaînes alimentaires mondiales sont souvent marquées par de profondes disparités socioéconomiques. Il devient dès lors de plus en plus difficile pour les 2,3 milliards de petits producteurs qui en dépendent de tirer un revenu décent des systèmes alimentaires actuels.

La transformation des systèmes alimentaires est un enjeu mondial. L'UE dispose d'une stratégie spécifique « de la ferme à la table » qui fait partie intégrante du Green Deal. Elle ambitionne de faire évoluer le système alimentaire européen actuel vers un mode durable. En outre, l'Union africaine a récemment adopté la Déclaration de Kampala sur la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et durables en Afrique, qui s'aligne sur son Agenda 2063.

Comment Enabel définit-elle et applique-t-elle le concept de systèmes alimentaires durables ?
Lorsqu'on parle d'un système alimentaire, on prend en compte l'ensemble des éléments et activités liés à la production agricole, à la transformation et à la distribution des aliments, jusqu'à leur préparation et leur consommation, et nous tenons compte des trois résultats recherchés en matière de bien-être des populations, de préservation de la planète et de prospérité. En d'autres termes, nous devons nous assurer que le système fournit une alimentation saine et suffisante accessible à tout le monde, que la nourriture est produite d'une manière respectueuse de l'environnement et résiliente au changement climatique, et enfin que cette transition vers des systèmes durables est juste, en améliorant les revenus et en créant des emplois décents pour les plus marginalisés dans le système alimentaire, tels que les petit·es producteur·rices, mais aussi les jeunes et les femmes qui travaillent dans des activités agricoles et non agricoles.

Peux-tu donner quelques exemples de projets ?
Enabel soutient la transition vers des systèmes alimentaires plus durables dans une quinzaine de pays. Ainsi, au Burundi, nous améliorons la productivité de différentes cultures comme le maïs, le riz, les bananes et les légumes grâce à des pratiques résilientes au changement climatique et à une bonne gestion de l'eau, afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Le renforcement des organisations paysannes en matière de gestion de la qualité, de stockage et de commercialisation permet d'améliorer l'accès aux marchés et les revenus. La création de jardins alimentaires nutritifs dans les écoles et les centres de santé sert également à des fins éducatives pour soutenir l'apprentissage d'une alimentation saine et équilibrée.



Au Bénin, notre action a contribué à l'amélioration de la production de noix de cajou et nous avons collaboré avec Colruyt pour pérenniser durablement la filière. © Enabel

Dans le cadre d'un projet d'innovation agroécologique au Bénin, nous avons soutenu la recherche sur les pratiques résilientes au changement climatique et la réduction de l'utilisation d'intrants chimiques dans la production de riz et de légumes. Cette recherche a été associée à des services de vulgarisation agronomique visant à encourager l'adoption de pratiques durables et résilientes au changement climatique. Cela s'est fait en collaboration avec des universités locales et des universités belges comme l'Université de Liège et l'Université catholique de Louvain.

Comment les partenariats renforcent-ils les efforts d'Enabel en matière de systèmes alimentaires durables ?

L'innovation est essentielle pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires. C'est pourquoi les partenariats avec des acteurs de l'innovation, qu'il s'agisse d'acteurs de la recherche ou d'entreprises innovantes, sont très importants. Ainsi, nous avons récemment signé un partenariat en Belgique avec le Jardin Botanique de Meise, qui possède une expertise reconnue dans le domaine de la botanique et de la biodiversité, et qui dispose également d'un vaste réseau de partenaires, notamment en RDC et au Burundi. En outre, d'autres acteurs, tels que l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA), sont à même de fournir une expertise très spécifique qui est très demandée dans nos pays partenaires pour améliorer la qualité et la sécurité des denrées alimentaires produites. De surcroît, la réduction des pertes post-récolte et le recyclage des déchets agricoles et alimentaires constituent également un thème important sur lequel nous avons collaboré avec différents acteurs.

Dans le secteur privé, nous sommes fiers de notre partenariat avec Colruyt en vue de créer des chaînes d'approvisionnement alimentaire durables et inclusives. Nous avons appuyé la production, le stockage et le conditionnement de qualité des dattes au Maroc. Un autre exemple est notre collaboration au Bénin, où nous avons amélioré la production de noix de cajou et facilité les relations commerciales avec les organisations paysannes, qui s'est soldée par la livraison de 1.950 tonnes de noix de cajou par an à Colruyt.

Nous pouvons également nous targuer de notre partenariat avec Puratos, un fournisseur belge de produits de boulangerie industrielle, dans le cadre d'un projet financé par l'UE en Côte d'Ivoire où nous apportons notre appui aux coopératives et aux cacaoculteur·rices. Dans le cadre de ce partenariat, les coopératives bénéficient d'un appui pour les aider à accroître leurs capacités de fermentation et de séchage dans une approche gagnant-gagnant grâce à un co-investissement de Puratos dans nos activités de projet. Cet effet de levier de Puratos contribue à multiplier l'impact et à augmenter les revenus. Cette valeur est ensuite redistribuée pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des cacaoculteur·rices. Dans le cadre de cette approche, Enabel a fourni les services de conseil nécessaires pour consolider les relations et la confiance entre partenaires, et garantir le fonctionnement et la durabilité de la filière.

Un mot de la fin ?

Oui, n'oublions pas que nous pouvons toutes et tous contribuer à pérenniser nos systèmes alimentaires en prêtant davantage attention aux aliments que nous achetons et consommons, ainsi qu'à la manière dont ils ont été produits.

Opérations

Consolidation et diversification

En 2024, sept nouveaux programmes pays de la coopération gouvernementale belge ont effectivement démarré. Enabel a ouvert un bureau à Kyiv pour assurer le suivi du programme BE-Relieve de reconstruction de l'Ukraine. L'agence continue également à se diversifier davantage en ajoutant de nouveaux partenaires financiers à son portefeuille existant.

Programmes pays

Sept programmes de coopération ont été lancés en 2024 pour les quatre à cinq prochaines années. Il s'agit des programmes au Burkina Faso (34,5 millions d'euros), au Bénin (40 millions d'euros), en Guinée (34,5 millions d'euros), au Burundi (75 millions d'euros), au Sénégal (40 millions d'euros), au Maroc (30 millions d'euros) et au Rwanda (95 millions d'euros). Ces programmes de coopération se concentrent sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que les droits sexuels et reproductifs. Ils accordent tout particulièrement l'attention aux groupes cibles vulnérables, principalement les jeunes et les femmes.

Rwanda

Suite à la décision prise le 17 mars 2025 par le Rwanda de rompre ses relations diplomatiques avec la Belgique, les deux pays ont décidé de mettre un terme aux programmes bilatéraux (le programme de coopération gouvernementale 2024-2029 ainsi que le volet rwandais du portefeuille régional Protection sociale/Travail décent 2022-2026).

Cet arrêt signifie la fin de plusieurs projets d'ici à juin 2025, avec un impact direct aussi sur le personnel des différents partenaires et d'Enabel.

Au moment de la mise sous presse du présent rapport d'activités, l'impact total sur le fonctionnement d'Enabel au Rwanda n'est pas encore tout à fait clair.

Mozambique

En juin 2024, le « Debt for Climate Swap » (D4CS) a été ajouté au programme de coopération avec le Mozambique. Cette initiative vise à annuler une partie de l'encours de la dette publique entre la Belgique et le Mozambique, à condition que ce dernier finance des projets de lutte contre le changement climatique pour une valeur équivalente en monnaie locale. Des enseignements seront tirés de cette première expérience pour mettre en place des initiatives similaires à l'avenir.

Sahel

En 2024 aussi, la ministre de la Coopération au développement décide de débloquer un budget en faveur d'une initiative thématique au Sahel : « Inclusion et résilience des personnes vulnérables affectées par la crise de déplacement au Sahel », qui se concentre sur le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Enabel a formulé un programme qui entend contribuer à la lutte contre les causes profondes de la migration forcée, à la promotion et à l'appui à une saine gestion de la migration ainsi qu'à la protection des personnes migrantes et déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Cette approche est dans le droit fil de la note stratégique sur la migration et le développement. La signature du programme sera décidée en 2025.

Moyen-Orient

Le budget supplémentaire de 5 millions d'euros alloués aux Territoires palestiniens représente un signal fort de la volonté de la Belgique de soutenir l'Autorité palestinienne dans la « création d'un État ». L'objectif est d'aider l'Autorité palestinienne, par le biais d'un fonds multidonateurs, à mettre en œuvre le plan stratégique national 2025-2027 pour le secteur de l'éducation. L'accord de coopération entre les acteurs internationaux et l'Autorité palestinienne a été signé début 2025.

Ukraine

En 2024, le Conseil des ministres a approuvé le nouveau programme BE-Relieve pour l'Ukraine. L'ouverture d'un bureau d'Enabel à Kyiv constitue un jalon important pour Enabel dans le cadre de ce programme. BE-Relieve soutient la reconstruction verte et le redressement de l'Ukraine, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'énergie, tout en facilitant le processus d'adhésion à l'UE. Ce programme se concentre sur les besoins des habitant·es des régions de Kyiv et de Tchernihiv, et contribue à instaurer un environnement propice au retour des personnes déplacées. L'approche flexible et axée sur la demande permet de répondre à l'évolution du contexte et aux défis à relever par un pays en guerre. Au cours des derniers mois de 2024, des mesures hivernales urgentes ont déjà été mises en œuvre pour garantir l'accès à l'énergie.

Diversification pour un plus grand impact

Enabel recherche activement des partenaires financiers européens et internationaux en vue de diversifier son portefeuille de client·es. Notre agence est ainsi en mesure de consolider la coopération gouvernementale belge et de renforcer la politique étrangère de la Belgique. Un large portefeuille permet en effet à Enabel de mettre l'expertise belge des services publics, des organisations et des entreprises au service de partenaires à l'étranger, notamment dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'UE. La mise en œuvre de ces projets implique souvent une coopération avec des agences des États membres européens dans le cadre des initiatives Team Europe (Expertise France, GIZ, ESTDEV, EDUFI Finlande), des Nations Unies (OIM, ONUDI, ONU-Habitat) et d'autres organisations (Trade Mark Africa).

En 2024, Enabel a élargi sa collaboration internationale avec divers partenaires financiers. 83 % des financements signés en 2024 pour les projets en partenariat avec des bailleurs européens et internationaux sont complémentaires aux missions de service public confiées à Enabel par l'État belge.

Dans le cadre de notre partenariat avec l'UE et des Initiatives Team Europe, 28 contrats pour un volume global de 219 millions d'euros ont été signés avec l'UE. Alors que l'UE reconnaît Enabel en tant qu'agence clé de mise en œuvre des politiques, en affirmant l'influence croissante de la Belgique sur la scène internationale, la diversification du financement reste une priorité. Enabel a signé six contrats avec de nouveaux partenaires, représentant 72 millions d'euros, soit 25 % du total : l'AFD, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Mitigation Action Facility, l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), la Flandre et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Partenaires financiers d'Enabel

- Belgique
- Union européenne
- Agence française de développement (AFD)
- Pays-Bas
- Luxembourg
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)
- Fonds vert pour le climat (FVC)
- Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI)
- Mitigation Action Facility (anciennement NAMA Facility)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Fondation Gates
- Flandre
- Région de Bruxelles-Capitale
- Région wallonne
- Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD)
- Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA)

Organisation

S.A. de droit public

Enabel est une société anonyme de droit public à finalité sociale créée par la loi du 16 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de coopération internationale. L'État belge, représenté au sein de l'Assemblée générale par le ou la Ministre de la Coopération internationale, est son seul actionnaire.

Enabel met en œuvre la coopération gouvernementale belge. Elle recherche de même activement des missions pour d'autres donateurs, qui renforcent la politique étrangère de la Belgique. Enabel peut également mettre en œuvre et coordonner des initiatives d'instances fédérales belges sur le plan de la coopération internationale. Ce faisant, Enabel fait office d'interface entre des organismes publics belges et des donateurs belges ou étrangers dans le cadre d'actions de coopération internationale, de préférence dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Organes de direction

Assemblée générale

Le ou la Ministre de la Coopération internationale représente l'État fédéral à l'Assemblée générale. En 2024, l'Assemblée générale s'est tenue le 26 avril.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de membres qui ont acquis une expertise utile et démontrable en matière de coopération internationale et de gestion d'entreprises. Les membres du Conseil d'administration sont nommé·es pour un terme renouvelable de quatre ans. En 2024, le Conseil d'administration s'est réuni à 8 reprises, dans la composition suivante : Delphine Moralis (Présidente), Caroline Amrom, Karla Basselier, Brigitte Boone, Alain Coheur, Farah Dehon, Amélie Derbaudrenghien, Patrick Develtere, Guido Gryseels, Patrick Itschert, Louise Ringuet, Bart Staes. En date du 27 août, Louise Ringuet a remis sa démission et n'a pas été remplacée.

Directeur·rice général·e

Le Directeur général ou la Directrice générale est responsable de la gestion journalière d'Enabel. Il ou elle est nommé·e par le Conseil d'administration pour un mandat renouvelable de six ans.

Comité de direction

Le Conseil d'administration nomme à la majorité absolue, sur proposition du Directeur général ou de la Directrice générale, les membres du Comité de direction pour un terme renouvelable de six ans.

Composition :

- Jean Van Wetter (Directeur général)
- Khady Thiam (Directrice People & Talent)
- Sven Huyssen (Directeur Operations)
- Danny Verspreet (Directeur Finances & IT)
- Evelien Masschelein (Directrice Expertise & Think).

Le Comité de direction s'est réuni à 24 reprises en 2024.

Organes de contrôle

- Commissaires du gouvernement (Coopération au développement et Budget)
- Collège des Commissaires (Cour des comptes et réviseur·euses d'entreprises)
- Audit interne

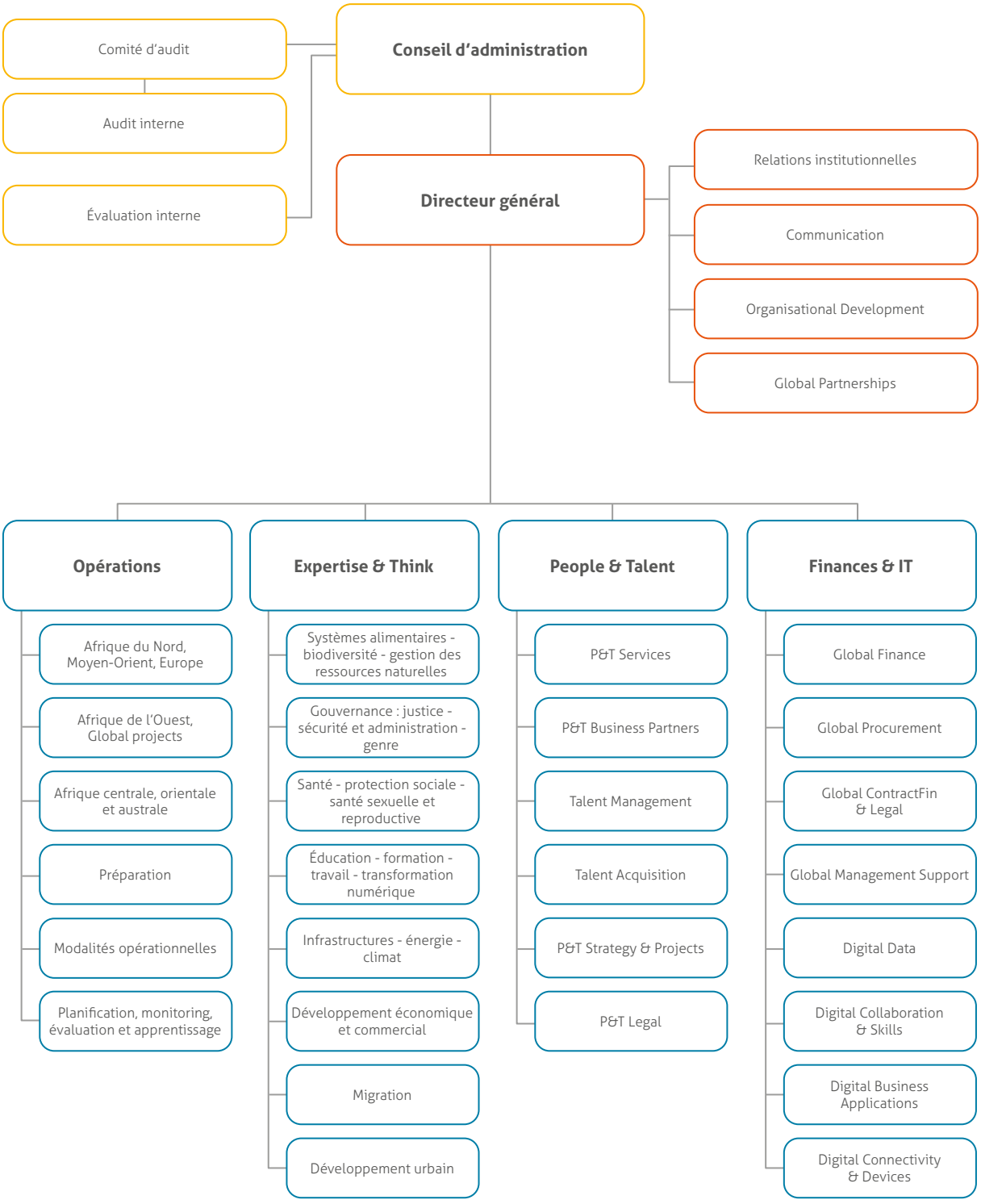
Intégrité

Nous devons, jour après jour, mériter la confiance de nos donateurs, de nos pays partenaires et des populations pour lesquelles nous nous investissons. En 2018, à l'instar des autres acteurs de la Coopération internationale belge, Enabel a signé une Charte d'intégrité. Nous disposons également d'un Code éthique fondé sur les valeurs qui sous-tendent toutes nos actions : le respect, l'intégrité, l'engagement et le sens des responsabilités.

Ce Code constitue la pierre angulaire de l'engagement de notre organisation sur le plan éthique, et encourage tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices d'Enabel à se comporter de manière éthique et responsable partout dans le monde, quelles que soient les circonstances. La communication et la promotion de notre Code éthique auprès de nos partenaires et de nos fournisseurs nous permettent de clarifier les valeurs sur lesquelles reposent nos relations.

Mais la confiance ne se gagne pas uniquement par la parole. Les politiques d'intégrité sont régulièrement rappelées en Belgique et dans les pays partenaires par le biais d'un réseau d'acteurs et actrices de l'intégrité. Chaque collaborateur·rice et partie prenante d'Enabel peut également signaler en toute sécurité les atteintes à l'intégrité, quelles qu'elles soient. Ces signalements font alors l'objet d'un suivi systématique par l'organisation qui, le cas échéant, adapte sa politique.

Organigramme



Finances

Bilan (euros)

Actif	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Actifs immobilisés	2.432.652	1,1 %	2.525.925	0,9 %
Créances > 1 an	0	0,0 %	48.579.547	17,6 %
Sous-total	2.432.652	1,1 %	51.105.472	18,5 %
Créances ≤ 1 an	45.463.033	20,5 %	55.997.444	20,3 %
Placements de trésorerie	151.820.722	68,4 %	148.518.233	53,8 %
Valeurs disponibles	13.425.901	6,1 %	10.177.744	3,7 %
Comptes de régularisation	8.756.799	3,9 %	10.041.703	3,6 %
Total de l'actif	**221.899.107**	**100 %**	**275.840.595**	**100 %**

Passif	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Capitaux propres	20.134.329	9,1 %	20.436.350	7,4 %
Provisions et impôts différés > 1 an	3.627.954	1,6 %	2.087.389	0,8 %
Sous-total	23.762.283	10,7 %	22.523.740	8,2 %
Dettes > 1 an	0	0,0 %	48.579.547	17,6 %
Provisions et impôts différés ≤ 1 an	0	0,0 %	0	0,0 %
Dettes ≤ 1 an	197.401.379	89,0 %	203.729.365	73,9 %
Comptes de régularisation	735.445	0,3 %	1.007.943	0,4 %
Total du passif	**221.899.107**	**100 %**	**275.840.595**	**100 %**

Compte de résultats

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	**357.089.576**	**335.234.637**
Chiffre d'affaires	329.159.608	310.873.740
Autres produits d'exploitation	26.533.347	23.176.740
Produits d'exploitation non récurrents	1.396.622	1.184.157
Charges d'exploitation	**363.720.256**	**339.017.240**
Achats	46.728.614	59.486.994
Services et biens divers	229.830.513	203.637.145
Frais de personnel	80.167.734	72.994.874
Amortissements	3.075.469	2.592.417
Réduction de valeur des actifs circulants		
Provisions pour risques & charges	1.540.565	-1.401.589
Autres charges d'exploitation	2.297.692	1.610.672
Charges d'exploitation non récurrentes	79.668	96.727
Résultat d'exploitation	**-6.630.680**	**-3.782.604**
Charges financières	-2.458.134	-2.621.993
Produits financiers	8.786.792	6.347.537
Résultat financier	**6.328.658**	**3.725.544**
Résultat de l'exercice avant imposition	**-302.022**	**-57.059**
Prélèvement sur / transfert aux impôts différés		
Impôts sur le résultat		
Résultat de l'exercice	**-302.022**	**-57.059**
Prélèvement sur / transfert aux réserves immunisées		
Résultat de l'exercice à affecter	**-302.022**	**-57.059**

Colophon

Agence belge
de coopération internationale
Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
Belgique
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be

Éditeur responsable :
Jean Van Wetter, Directeur général

Composition et mise en page : Enabel
Photo de couverture : © Istockphoto
Le pont Tanzanite en Tanzanie, l'un des ponts les plus emblématiques d'Afrique de l'Est, relie le centre-ville de Dar es Salaam au quartier d'Oyster Bay.

enabel.be
open.enabel.be

Suivez-nous via :

La reproduction de cette publication est autorisée pour autant que la source soit mentionnée.

Publiée en français, néerlandais et anglais.

Mai 2025

Le rapport d'activités 2024-2025 est également disponible en version électronique, adaptée aux tablettes et smartphones. Scannez ce code :

Inscrivez-vous à notre newsletter mensuelle :

Enabel

Agence belge
de coopération internationale
Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be
enabel.be

Belgique
partenaire du développement